

En juillet 2013 paraîtra le 100^{ème} numéro d'aujourd'hui la Turquie, qui fêtera sa 9^{ème} année d'édition

Tout comme jusqu'à présent, *Aujourd'hui la Turquie* s'évertuera à demeurer l'une des plateformes de convergence de l'expression culturelle, économique et politique des relations franco-turques.

C'est ainsi qu'*Aujourd'hui la Turquie* conçoit, dans le cadre des festivités pour son 100^{ème} numéro, deux importants projets

Institut Aujourd'hui la Turquie

Le Festival de Jazz d'aujourd'hui la Turquie

Toute personne, établissement désireux de participer à ces deux projets culturels, économiques et politiques, peut en effectuer la demande par courriel : alaturquie@gmail.com



Le nouveau Centre d'Affaire de la Chambre de commerce franco-turque d'Istanbul

Le 21 septembre 2012, la Chambre de Commerce franco-turque, pour sa 127^{ème} année d'existence, a ouvert un nouveau « Centre d'Affaires » avec à la présidence Zeynep Necipoğlu. En ce jour d'inauguration, le Centre d'Affaire a accueilli l'ambassadeur français S.E. Laurent Bili, ainsi que Pierre-Antoine Gailly, Président de l'Union des CCI françaises à l'étranger, Président de la CCI de Paris et Murat Yalçıntaş, Président de la Chambre de Commerce d'Istanbul.



Lors de l'inauguration du nouveau Centre d'Affaire de la Chambre de commerce franco-turque, la présidente Zeynep Necipoğlu s'est réjouie du très bon résultat des échanges commerciaux entre la Turquie et la France pour l'année 2011.

(lire la suite page 5)



Barthélemy Courmont, expert en politique, nous décrypte les élections américaines

(lire la suite page 8)

La diplomatie turque, une interview avec de Selçuk Ünal, porte-parole du ministère des Affaires étrangères turc.

(lire la suite page 9)



13^e édition du festival international du film documentaire Safran d'Or

(lire la suite page 12)



Aujourd'hui la Turquie



M 04388 01 F 3196 80
N° ISSN : 1305-6476

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Bodrum - Montréal



Frédéric Beigbeder

Mardi 18 septembre, le célèbre écrivain et cinéaste français Frédéric Beigbeder, auteur de 99 francs, était au Palais de France à Istanbul pour présenter son dernier film.

(lire la suite page 10)

8 TL - 3,50 euros

www.aujourdhuilaturquie.com

Le Journal francophone de la Turquie numéro 91, Octobre 2012

TAV Airport, la success story de Sani Şener



« Il faut savoir saisir les opportunités de son époque », c'est ainsi que Sani Şener résume sa réussite à la tête de la Holding TAV Airport, gestionnaire de plus de 10 aéroports dont celui d'Istanbul (aéroport international Atatürk). Réputé pour être un bourreau du travail, il n'en demeure pas moins sympathique, accueillant et disponible. Il nous reçoit dans son bureau et nous explique la création et l'ascension fulgurante de TAV ainsi que les motifs de la vente des 38% de ses parts aux Aéroports de Paris (ADP) et enfin comment il voit le futur de l'économie turque et sa place au sein de l'UE. Rencontre avec un PDG hors norme.

Pouvez-vous nous parler un peu de vous ?

Je suis originaire de Trabzon. Après le Collège Ankara, j'ai été diplômé de l'Université Technique de la Mer Noire. En Angleterre, j'ai achevé une licence spéciale à l'Université du Sussex. J'ai dirigé des projets de construction en Turquie et à l'étranger. Il y avait notamment des projets d'aéroports. En 1997, il y a eu un appel d'offres pour Istanbul, comme premier projet BOT (construction-exploitation-transfert) d'aéroport. Avec nos associés Akfen nous l'avons emporté. Il fallait boucler le projet au plus vite, car plus vite



on terminait, plus nous gagnions des périodes d'activité. Pour cela, nous avons donc terminé en 22 mois un projet de 500.000 mètres carrés que nous devions boucler en 30 mois. C'est ainsi qu'a commencé notre histoire de construction et d'exploitation d'aéroports.

Connaissez-vous le concept BOT avant 1997 ? Comment vous êtes-vous intéressés à un tel concept ?

Nous ne connaissions pas grand-chose à propos de ce concept car à cette époque la Turquie s'était peu mise au diapason de la mondialisation. Vers la fin des années 1990 a commencé en Turquie un processus de privatisation. L'élément le plus important de notre réussite dans ce concept a été de saisir la balle au bond. En tant qu'entrepreneurs d'aéroport,

comme Akfen et Tepe, nous avons compris que les travaux de privatisation en Turquie constituaient une opportunité. Des hommes d'affaire turcs de premier plan nous ont demandé comment nous allions trouver 300 millions de dollars, car à cette époque, on concluait des accords de report de paiement de 300 millions de dollars avec le FMI. Après avoir d'abord trouvé cet argent et terminé le projet en 30 mois, il nous fallait ensuite rembourser à raison de 15 dollars prélevés par passager. Ce travail très difficile, nous l'avons réussi, et ce grâce à notre confiance dans le secteur aéroportuaire et en nous-mêmes. Nous ne connaissions pas le concept, mais nous avons mené des recherches poussées et nous avons surtout saisi cette opportunité. Le temps a son importance, et chaque génération a son temps. La révolution industrielle, l'ère de l'information, la mondialisation...

(lire la suite page 7)

PSA un groupe en grand désespoir



(lire la suite page 6)



Dr. Hüseyin Latif

Directeur de la publication

Une nouvelle « Guerre Froide »

La « Guerre Froide » entre le Bloc de l'Est et la coalition occidentale a duré de 1947 jusqu'à 1989, à la chute du Mur de Berlin, ou bien jusqu'en 1991, à l'éclatement de l'Union Soviétique et l'abrogation du Pacte de Varsovie.

(lire la suite page 5)



Le pianiste Stéphane Blet, nouvelle figure de la programmation musicale du lycée NDS

(lire la suite page 12)



CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Notre Objectif est :

La Turquie qui joue un rôle efficace dans le monde entier

avec toutes ses régions développées et avec tout son peuple serein.

Dans le cadre de ce but, nous réfléchissons, nous organisons et nous réalisons.

Voici certains de nos projets actuels destinés pour la Turquie et pour le monde des affaires turc:

- Istanbul World Trade Center (IDTM)
- L'Université de Commerce d'Istanbul
- La construction des écoles pour le Ministère d'Education Nationale et des cours pour la formation professionnelle
- Les projets culturel et touristique pour la Péninsule Historique
- La protection et la restauration des richesses historique et culturelle
- La Bourse de Sous-traitance Turque
- Le programme de « Premier Pas à l'Exportation » pour les PME
- Les activités de soutien à l'éducation, à la culture et au sport
- Les foires et les expositions



CHAMBRE DE COMMERCE D'ISTANBUL

Reşadiye Cad. 34112 Eminönü - İSTANBUL Tel: (0212)455 60 00 Fax: (0212) 513 15 65 - 520 16 56

www.ito.org.tr

Le dialogue entre l'UE et les pays du pourtour de la mer Noire

A l'occasion du 20e anniversaire de l'Organisation pour la Coopération Économique en Mer Noire (OCEMN) l'ambassadeur français, M. Serge Smessow, chargé du Partenariat Oriental de l'UE et de la mer Noire, a répondu aux questions de notre Directeur de la publication M. Hüseyin Latif.



Serge Smessow

Dans le cadre de votre mission vous assistez à l'OCEMN à Istanbul, selon vous que représente cette organisation et quelle est son importance?

Depuis ma prise de fonction, en avril 2011, j'ai dans mes attributions à la fois le Partenariat Oriental et la Mer Noire. En fait cette dernière compétence porte principalement sur l'OCEMN où la France jouit du statut d'observateur. L'OCEMN, créée à Istanbul il y a 20 ans est la seule organisation régionale qui regroupe l'ensemble des pays riverains ou voisins de la Mer Noire (12 membres au total). Elle a donc un rôle important à jouer. Je participe, au nom de la France, aux réunions des Ministres des Affaires Etrangères et aux sommets de l'Organisation.

L'OCEMN a depuis sa création pour objectif principal de contribuer au développement économique et à la prospérité de ses membres et de la région de la Mer Noire dans son ensemble. Sa vocation, comme son intitulé l'indique, est d'ordre économique. Les défis qui se posent à l'organisation sont nombreux : assurer le développement des infrastructures terrestres et maritimes ; autoroute autour de la Mer Noire, autoroutes de la mer ; faciliter la circulation des biens et des personnes, notamment s'agissant des transports routiers et du régime des visas ; lutter contre les trafics et le terrorisme, promouvoir la coopération dans les domaines de la santé, l'environnement, l'éducation, en particulier dans l'enseignement supérieur. Autre sujet majeur d'intérêt commun : la sécurité énergétique. La liste des objectifs est loin d'être close.

C'est dire le caractère ambitieux de cette plate-forme de dialogue et de coopération qui permet aux Chefs d'État, aux ministres des Affaires étrangères, aux Ministres techniques, aux parlementaires, aux hauts fonctionnaires, aux hommes d'affaires et aux experts des pays membres de se rencontrer et de dialoguer dans un cadre régional.

Si les sujets d'intérêt commun ne manquent pas, l'on observe malheureusement trop souvent une difficulté à adopter des décisions, voire à les mettre en œuvre. Les causes de cette situation sont multiples : difficultés des partenaires à définir une identité régionale, diversité des intérêts et positionnements stratégiques, mais aussi permanence de conflits non résolus entre certains pays membres.

Au-delà de ces difficultés, les convergences devraient, avec le temps, prendre le dessus. L'accession de la Russie à l'OMC, le développement du tourisme et des échanges économiques, les synergies dans le domaine énergétique ne manqueront pas d'influer sur le développement de la coopération dans la région.

L'UE, dont trois membres de l'OCEMN font partie, à savoir la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie, devrait voir son rôle dans la région croître. Si un dialogue institutionnel existe entre l'UE et l'OCEMN, une coopération concrète tarde toutefois à se mettre en place.



Quelle est l'importance de cette organisation pour la question énergétique de l'UE ?

Dans un premier temps, deux thèmes paraissent devoir être privilégiés : l'environnement et les transports. Les questions énergétiques ne sont pas encore abordées dans le cadre du dialogue entre l'UE et l'OCEMN, même si le rôle de la région en matière de production et de transport de l'énergie, du bassin caspien vers l'UE mais aussi dans le sens nord-sud (de la Russie vers la Turquie), est une évidence.

Vous êtes ambassadeur chargé du Partenariat Oriental et de la Mer Noire, pouvez-vous nous parler de ce Partenariat ainsi que de ses objectifs ?

Le Partenariat Oriental est un sujet relativement peu connu alors qu'il concerne le voisinage immédiat de l'UE sur ses frontières orientales et des pays proches comme l'Ukraine, la Moldavie ou la Biélorussie, ainsi que les trois pays du Caucase du Sud : la Georgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

On ne saurait parler du Partenariat Oriental sans évoquer la politique de voisinage de l'UE dans sa dimension européenne.

La politique de voisinage, mise en place à partir de 2004, résultait du changement de perspective radical provoqué par l'élargissement de l'UE aux pays

d'Europe centrale et orientale en 2004 et 2007. Le Partenariat Oriental, lancé lors du sommet de Prague de 2009, à l'initiative de la Pologne et de la Suède, constitue le prolongement de la politique de voisinage à l'est de l'Union.

Ce changement de perception est fondamental. En effet, avec le déplacement des frontières de l'Union européenne vers l'Est, les pays de la région n'ont plus été perçus uniquement comme des pays issus de l'ex-URSS et sous l'angle des relations avec la Russie, mais avant tout comme des voisins immédiats de l'UE, avec lesquels six États membres partagent des frontières communes.

Les questions sécuritaires propres à la région ont dès lors suscité un intérêt accru de la part de l'Union Européenne, qu'il s'agisse des « conflits gelés », des crises internes et régionales, des questions énergétiques, de la sécurité nucléaire, de la criminalité organisée ou du risque migratoire.

D'emblée la barre a été placée très haut, puisque l'objectif de la politique de voisinage était de favoriser la transition démocratique et de contribuer à la stabilité et au développement économique sur le continent.

Si les objectifs fondamentaux de la politique de voisinage ont été repris parmi les objectifs du Partenariat oriental, lancé en 2009 on peut néanmoins parler d'un véritable « saut qualitatif ».

* Propos recueillis par Hüseyin Latif

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourd'hui.turquie.com

Communication sans frontières



Otim Yolu Bareli Plaza No: 2-4 Kat: 3 34387 Gayrettepe/Istanbul
Tel: (212) 213 50 50 Faks: (212) 213 27 47 www.altavia-group.com.tr





Ozan Akyürek

Avocat au
Barreau de Paris
oakyurek@jonesday.com

Le juge d'instruction

« Le juge d'instruction est l'homme le plus puissant de France ». C'est par cette expression que l'empereur Napoléon 1er définissait cette institution de la procédure pénale française.

Il est vrai que le juge d'instruction dispose d'importants pouvoirs puisqu'il est à la fois un enquêteur et un juge. C'est ainsi que pour les affaires les plus graves c'est-à-dire tous les crimes, ainsi que pour les affaires les plus compliquées, il est chargé de rassembler les preuves et de décider si les charges relevées contre la personne sont suffisantes ou non pour saisir la juridiction de jugement. Dans les cas où l'auteur d'une infraction n'a pu être identifié, il lui appartient de le découvrir.

Le juge d'instruction possède donc à la fois des pouvoirs de recherche et des pouvoirs juridictionnels. Ses pouvoirs sont importants et s'exercent sous le contrôle la chambre de l'instruction.

Au titre de ses pouvoirs de recherche, il procède, conformément à la loi, à tous les actes qu'il juge utiles à la manifestation de la vérité. Il s'ensuit qu'il dispose d'une grande liberté quant aux choix des actes qu'il peut réaliser. Ainsi peut-il ordonner l'accomplissement de perquisitions, saisies, transports sur les lieux de l'infraction, filatures, écoutes téléphoniques, mises en examen des personnes contre lesquels il existe des indices graves et/ou concordants, interrogatoires des personnes mises en examen, auditions de la victime et des témoins les plus importants. Néanmoins, en pratique, l'enquête proprement dite est déléguée à des policiers ou à des gendarmes. Le juge d'instruction procède donc à la vérification des éléments recueillis plutôt qu'il ne les réunit lui-même.

En tout état de cause, le juge d'instruction doit instruire à charge et à décharge ce qui signifie qu'il doit vérifier tout ce qui lui est apporté tant au soutien de l'accusation qu'au soutien de la défense. C'est pourquoi son statut lui assure une grande indépendance dans la conduite de sa mission.

Cependant la difficulté tenant à une telle responsabilité, qui ne repose que sur une seule et même personne, et

compte tenu des divers scandales qui ont pu en résulter (affaire d'Outreau), a conduit les gouvernements successifs à vouloir faire évoluer l'institution du juge d'instruction. C'est ainsi qu'il a pu être voté une loi instaurant la collégialité des juges d'instruction, tout au moins pour ce qui concerne les affaires les plus sensibles, mais l'effectivité de cette réforme s'est heurtée aux limites budgétaires supportées par la Justice. Par la suite, il avait été alors envisagé sa suppression (Rapport Léger), mais là encore, en raison de nombreuses réticences, cette réforme n'a pu voir le jour.

Quoi qu'il en soit, dans l'exercice de ses pouvoirs de recherche et de ses pouvoirs juridictionnels, le juge d'instruction est soumis au contrôle de la chambre de l'instruction et de son Président.

Par ailleurs, jusqu'à il y a encore peu, il était seul compétent pour rendre des ordonnances de mise en détention provisoire, de prolongation de détention, de maintien en détention. Aujourd'hui il partage cette compétence avec le juge des libertés et de la détention (JLD). En outre, il possède une compétence concurrente avec le JLD pour ordonner la mise sous contrôle judiciaire.

Enfin lorsque l'information lui paraît terminée, il lui revient de déterminer s'il existe contre la personne mise en examen des charges constitutives d'une infraction dont il détermine la qualification juridique. S'il estime que les faits ne constituent ni un crime, ni un délit ni une contravention, ou si l'auteur est resté inconnu ou encore si les charges contre la personne mise en examen sont insuffisantes, il rend alors une ordonnance de non-lieu. En revanche, s'il estime que les faits constituent une infraction, c'est lui qui ordonne le renvoi ou la mise en accusation devant la juridiction compétente.

A l'heure où les affaires politico-financières ne cessent de se multiplier, l'avenir du juge d'instruction semble s'inscrire dans une perspective de maintien, à condition évidemment, que son indépendance soit au mieux préservée, condition sine qua non d'une administration sereine de la Justice.



Prof. Dr. Haydar Çakmak

Université de Gazi
Directeur du Département
des Relations Internationales

Le sommet des Non-Alignés et l'Iran

Le Mouvement des Non-Alignés est un mouvement international de tendance gauche contre l'impérialisme fondé en 1961, durant la Guerre Froide, par les pays qui ne s'alignaient ni sur le bloc de l'Est, ni sur celui de l'ouest et à l'initiative des États opposés à l'impérialisme les plus notoires, et de leurs chefs de gouvernement. C'est la raison pour laquelle ils ont toujours pris leurs distances par rapport à l'Occident, c'est-à-dire par rapport au monde capitaliste. Vous comprendrez mieux ce que je veux dire, en relevant le nom de quelques leaders fondateurs : le président yougoslave Tito, le président égyptien Abdel Nasser, le président indien Jawaharlal Nehru, le chef du mouvement indépendantiste indonésien Ahmet Soekarno et le président du Ghana Kwame Nkrumah. A ce jour, le groupe des Non-Alignés compte 120 membres et 17 pays observateurs. Il représente quelque 60 % de la population mondiale.

Il s'agit presque en totalité de pays pauvres, où sont volontairement négligés des concepts contemporains tels la démocratie, les droits de l'homme et la primauté du droit. Le Mouvement des Non-Alignés est l'organisation politique qui, après l'organisation des Nations Unies (193 pays), regroupe le plus de membres. Chaque réunion rencontre un écho au niveau de la communauté internationale. Cependant ces pays, n'étant ni forts, ni influents, n'ont aucun rôle déterminant dans l'évolution du monde.

Le Mouvement des Non-Alignés a tenu son 16^{ème} Sommet fin août 2012 à Téhéran en Iran. Le sommet a été organisé dans ce pays sous la présidence égyptienne. Après l'Egypte la présidence tournante du Mouvement pendant 3 ans, conformément à l'usage de l'organisation reviendra à l'Iran. Bien que l'on ait obtenu un succès partiel, la plupart des attentes n'ont pas trouvé réponse. Le principal objectif de l'Iran est de réduire l'impact de l'embargo politique et économique imposé par l'Occident, et de briser son isolement. Toutefois, comme ces pays, à l'exception de quelques pays comme l'Inde, n'ont pas une capacité suffisante pour répondre aux besoins

de l'Iran, il est très difficile aux membres de l'organisation de contrarier les pays occidentaux développés, en particulier des pays comme les États-Unis, l'Angleterre et la France.

L'Iran, en créant une troïka des Non-Alignés avec le Venezuela et l'Égypte, veut établir de façon constante une aide et des liens internationaux. Vendre son gaz et son pétrole, trouver un soutien pour ses politiques nucléaires, être approvisionné en produits technologiques et autres dont il a besoin est très important pour l'Iran. Le fait que le nouveau président égyptien islamique Muhammed Mursi se soit rendu en Iran à l'occasion du sommet, est à la fois très important et constitue une réussite pour l'Iran. Les relations entre les deux pays, qui avaient été rompues après le traité conclu par l'Égypte et Israël en 1979, reprennent à nouveau. Dans la mesure où il s'agissait d'une réunion internationale, on aurait pu y déléguer le ministre des Affaires Étrangères.

Dans son discours au Sommet des Non-Alignés, Mursi a commenté en détail les politiques de l'Iran, a fustigé les violences infligées au peuple par le gouvernement syrien et a affirmé son soutien aux exigences de liberté du peuple. Cette position a fort indisposé l'Iran, qui soutient le régime d'El Assad. Une indisposition du même genre a été provoquée par le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki Moon. La presse a écrit que les États-Unis et Israël ont persuadé Ban Ki Moon de ne pas aller en Iran, mais que malgré cela, le Secrétaire Général s'est rendu à Téhéran. Ceci est absolument faux. Si les États-Unis et Israël s'y étaient opposés, Moon n'y serait pas allé.

Pour sa part, l'Ayatollah Khamenei, dans son discours d'ouverture du sommet, a déployé la position classique iranienne en déclarant que se doter d'armes nucléaires, chimiques et autres, est un grave péché selon la religion musulmane, que le monde est dirigé par quelques dictateurs occidentaux, que l'organisation du Conseil de Sécurité des Nations Unies doit être modifiée, et que l'Israël a amené l'Amérique à se faire détester dans le monde. Ce qui n'est pas totalement faux.

Restaurant et Hôtel, en plein cœur
de la vieille ville d'Istanbul.

www.armadahotel.com.tr
0212 455 4 455

PREMIUM LIFE

Designed by
DİCE KAYEK

Hafif içimiyle yepyeni bir keyif...



Eren Paykal

Exportations et compétitivité turques : rentrée prometteuse...

La rentrée des classes débute d'une manière assez mouvementée en Turquie, mais celle de l'économie semble plus prometteuse. En effet, d'après les données présentées récemment par le Ministre de l'Économie de la Turquie, M. Zafer Çağlayan, les exportations turques auraient dépassées le seuil des 100 milliards de dollars américains à la date du 7 septembre 2012. Le même sommet avait été atteint l'année dernière au mois d'octobre. En 2011, le 7 septembre les exportations turques depuis le premier jour de l'année étaient de l'ordre de 89.7 milliards de US\$. On assiste donc, d'une année à l'autre et pour une même période donnée, à une hausse de 11.9%.

Il est vrai que, dans un environnement non propice au commerce international, secoué par les crises financières et économiques, un tel résultat est encourageant. D'autant plus que 72 % des exportations turques sont destinées à l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, des régions du monde influencées soit par des problèmes économiques, soit par des conflits et changements politiques radicaux.

Il est aussi important de noter que cette réussite de la Turquie provient aussi de sa quête de nouveaux marchés et de sa capacité à les diversifier. De plus, la confiance ressentie vis-à-vis des produits turcs est un facteur déterminant.

Les exportations contribuent d'une façon significative à la croissance de la Turquie. En effet, dans les chiffres de croissance du deuxième quart, les exportations auront sans doute une contribution de plus de 3 points. En tout cas, ce sont les attentes des sources officielles turques.

Un autre volet encourageant de l'économie turque est la hausse de la Turquie dans la liste de compétitivité globale publiée par Le Forum économique mondial (WEF). La Turquie placée à la 59^e place l'année dernière a fait un bond spectaculaire de 16 rangs en atteignant la 43^e place parmi les 144 pays analysés. Selon le rapport de cette institution, le taux de croissance élevé de la Turquie en 2011, sa stabilité macroéconomique, ainsi que la solidité de son secteur financier, ont ouvert la voie à cette performance.

Comme vous le savez, ce rapport est basé sur plus de 100 indicateurs organisés en 12 catégories, dénommées les 12 piliers de la compétitivité, qui permettent de dresser un portrait de la compétitivité d'un pays. Ces piliers sont les institutions, les infrastructures, la stabilité macroéconomique, la santé et l'éducation primaire, l'enseignement supérieur et la formation professionnelle, l'efficacité du marché des marchandises, l'efficacité du marché du travail, le niveau d'évolution du marché financier, le niveau technologique, la taille du marché, le niveau d'évolution commerciale et l'innovation. La Suisse, pour la quatrième année consécutive, occupe la tête de ce classement suivie par Singapour (2^e), la Finlande (3^e), la Suède (4^e), les Pays-Bas (5^e), l'Allemagne (6), les États-Unis d'Amérique (7^e), l'Angleterre (8^e), Hong Kong-SAR (9^e) et le Japon (10).

Ce résultat pourrait sans doute inciter les investissements directs étrangers à se concentrer un peu plus sur la Turquie et les avantages qu'elle offre dans cette période bouleversée au niveau global.

Le nouveau Centre d'Affaire de la Chambre de commerce franco-turque d'Istanbul

(Suite de la page 1)

En effet, l'année dernière le volume d'échange a atteint des records avec un chiffre de 12,5 milliards d'euros, soit quatre fois plus qu'à l'entrée de la Turquie dans l'Union Douanière en 1996. La France est aujourd'hui le 5^{ème} client de la Turquie dans le monde et son 7^{ème} fournisseur.

La Turquie est quant à elle le 5^{ème} marché de la France (hors UE et AELE) der-

rière la Chine, les États-Unis, la Russie et le Japon. Il est aussi à noter le nombre croissant des implantations d'entreprises françaises en Turquie, ce qui place aujourd'hui la France au 3^{ème} rang des investisseurs de ce pays. Nous comptabilisons, en effet, plus de 400 implantations françaises en Turquie aujourd'hui, contre à peine 15 en 1985. Nous pouvons donc appeler cela une réussite.

* Aurélie Stern



Dr. Hüseyin Latif

Directeur
de la publication

Une nouvelle « Guerre Froide »

(Suite de la page 1)

C'était une période où la paix était impossible, où il était convenu que tout le monde à tout moment pouvait partir en guerre, où les deux super-États étaient sans cesse en confrontation. Durant cette période, ils étaient en compétition dans les domaines de l'espace, du sport et de la technologie – sans compter l'espionnage mutuel.

On considère toujours que la « Guerre Froide » a débuté en 1947, mais certains la font remonter à 1917. En fait, il est plus exact de dire que la « Guerre Froide », c'est la brouille mutuelle entre deux grands systèmes, le capitalisme et le socialisme. Il y a eu aussi des guerres chaudes entre les deux blocs à cette époque : la Guerre de Corée (1950-1953), la Guerre du Vietnam (1964-1975) et en Afghanistan (1979-1989). L'actuelle guerre en Afghanistan n'est que le prolongement de cette époque.

20 ans après la fin de la Guerre Froide, une « Nouvelle Guerre Froide » a commencé avec la Syrie, et si elle ne tourne pas en guerre chaude, elle semble devoir se poursuivre pendant longtemps encore. On commence à en voir les signes sous différentes formes dans de nombreux pays qui vivent le « Printemps Arabe », comme au Moyen-Orient.

La « Guerre Froide », c'est aussi le nom donné à la menace nucléaire et à la course aux armements. Et à cette époque, il y avait d'un côté l'Otan, de l'autre côté les pays du pacte de Varsovie ; mais tout particulièrement, il y avait des pays « satellites » défendant la politique de l'un ou de l'autre, et pouvant leur accorder des bases militaires et des avantages économiques. Ainsi, la Syrie, c'est le dernier satellite que détient la Russie !

Auparavant, il y avait les pays du Pacte de Varsovie avec à leur tête, les Soviétiques. Mais maintenant, il y a la Russie et à ses côtés des pays avec lesquels elle n'a pas de grande affinités : l'Iran, l'Irak, la Chine et l'Arménie. De l'autre côté, il y a les États-Unis, l'Otan et les autres pays occidentaux....

La Russie, qui a d'abord préféré rester passive lors du « Printemps Arabe », fait, suite au « Printemps Arabe » de Libye, tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas perdre son dernier bastion, la Syrie. Sur ce plan, elle est loin d'être seule : il ne faut pas oublier l'Iran, l'Irak et certaines forces au

Liban. Le maintien d'El Assad est vitale, tant pour la Russie que pour l'Iran. Dans le cas de figure inverse, l'existence de ces deux pays dans la politique mondiale serait réduite à néant, et ils ne pourraient prétendre à autre chose que d'être respectivement des pays producteurs de pétrole et de gaz.

C'est pour cette raison que l'Occident, en faisant tout pour que le changement se produise en Syrie, en arrive à ignorer ses propres principes. Les forces qui luttent contre le régime d'El Assad tolèrent l'application de toutes les méthodes de guerre.

En fait, le ministre Russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov, à la 4^{ème} réunion des ministres des Affaires étrangères de la Conférence sur l'Interaction et les Mesures de Confiance en Asie (CICA) qui s'est tenue le 11 septembre 2012 à Astana, capitale du Kazakhstan, a laissé entendre, en émettant de vives critiques vis-à-vis de l'Occident, que les vues de l'Occident à propos du terrorisme avaient changé après l'attaque dirigée à Damas contre les services de sécurité syriens.

Lavrov, rappelant que le plan proposé afin de condamner les attaques à la bombe organisées en Syrie et à Bagdad n'a pas été accepté au Conseil de Sécurité des Nations Unies, a déclaré : « Si les actions terroristes sont conformes aux intérêts de l'Occident, ils donnent leur accord. Jusqu'à présent, le Conseil de Sécurité des Nations Unies soutenait que le terrorisme ne peut être accepté pour quelque raison que ce soit, mais cette attitude a changé pour la première fois. »

Gennady Gatilov, Vice-Ministre russe des Affaires étrangères, avait déjà, dans une déclaration antérieure, accusé l'Occident de faire deux poids deux mesures vis-à-vis des attaques terroristes.

Compte tenu de tout ce que nous venons de relater, les événements de Libye le soir du 11 septembre 2012, puis les manifestations anti-américaines qui ont suivi dans d'autres pays arabes, doivent être considérés plus en profondeur et en détail. Désormais, au-delà de la nécessité pour l'Occident de se préparer à une nouvelle « Guerre Froide », nous devons nous attendre à faire face à des situations inattendues.

Nous vous aurons prévenu...

PSA un groupe en grand désespoir



Mandaté par Bercy fin juin dernier, soit quelques jours avant l'annonce des 8 000 suppressions de postes, l'expert des Mines Emmanuel Sartorius a remis mercredi 12 septembre son rapport au gouvernement. Un rapport qui, s'il épingle durement les stratégies du groupe, entérine aussi les restructurations.

« La nécessité, dans son principe, d'un plan de réorganisation des activités industrielles et de réduction des effectifs n'est malheureusement pas contestable ».

En effet la fermeture du site d'Aulnay-sous-Bois est jugée « inévitable », tandis que PSA (Peugeot Société Anonyme) connaît d'importantes turbulences.

Ainsi, et pour la première fois depuis la création de l'indice, le groupe est sorti, ce mercredi 5 septembre, du CAC 40. Rappelons à cette occasion qu'en 5 ans, le cours de l'action Peugeot est passé de 60 à 6,5 euros, et qu'en cette seule dernière année, elle a plongé de 68%.

Une décision qui sanctionne la fragilité du constructeur français qui, depuis un an, perd 200 millions d'euros de liquidités chaque mois. En même temps que ses ventes ont chuté de 15,2% l'entreprise a vu son bénéfice net divisé par deux en 2011 (à 580 millions d'euros), et table sur un nouveau recul du marché européen, qui devrait encore plus l'affecter que ses concurrents (-10% en ce qui le concerne contre une moyenne de -8%, et le précédent recul de -5%).

« Dans l'immédiat, PSA doit d'urgence redresser la situation »

A l'aune de ces résultats, la sentence du rapport Sartorius ne fait pas figure de surprise, tandis que les suppressions d'emplois sont présentées comme « inévitables ».

Ces dernières se répartiront donc entre, d'une part, l'usine d'Aulnay dont la fermeture, prévue en 2014, devrait réorienter la première moitié de ses 3 000 salariés vers le site Poissy, et pour l'autre, « en interne » au groupe. Ces réorientations vont également toucher le site de la Janais à Chartres-de-Bretagne (l'usine de Rennes), dont le « redéploiement des effectifs » concernera « 1 400 emplois sur un total de 5 600 salariés », le site de Sochaux, dont les 100 ans ne sauveront pas 579 postes ; et finalement quelques 3 000 autres emplois répartis sur l'ensemble des sites français. Un plan social - le plus important du secteur automobile depuis la fermeture de l'usine Renault de Boulogne-Billancourt en 1992, il y a vingt ans - jugé « inévitable » par le rapport Sartorius qui entame l'image du constructeur, dont les différentes erreurs sont vertement montrées du doigt par ce même rapport.

Au cœur des critiques: les stratégies du groupe, son absence d'anticipation et enfin, ses choix de gestion - notamment financière

Le rapport met d'abord en cause l'échec de plusieurs stratégies du constructeur. Parmi elles se trouve le positionnement sur les 'bas-de-gamme', qui a pour effet de conjuguer les difficultés structurelles - de marges plus faibles - à des difficultés conjoncturelles. Celles-ci sont notamment le fait de l'effondrement des ventes, en particulier dans les pays du Sud de l'Europe, où les plans d'austérité ralentissent d'autant la consommation

dans ce qui représentait un important marché pour PSA.

En outre, le rapport reproche à celui-ci son choix de moins délocaliser que ses concurrents. Une stratégie successivement passée de louable à dommageable...

Il accuse également le groupe d'avoir voulu grossir trop vite. En visant une production annuelle de 4 millions de véhicules, PSA a surdimensionné ses capacités de production. Or, avec un marché automobile européen très inférieur aux prévisions, c'est désormais un problème de surcapacité industrielle auquel doit faire face le constructeur tricolore. Ce contexte interroge également la pertinence de la décision du constructeur français de sortir une nouvelle gamme de voitures - tant côté Citroën que Peugeot - au moment où les marchés européens s'effondraient de 20%, ambition qui s'est faite sans le concours de solides partenariats. Cette nouvelle donne, dans ce contexte, a rendu la fermeture d'un site d'assemblage inéluctable...

Enfin, le rapport Sartorius reproche à PSA sa trop faible présence sur les marchés émergents, Chine en tête, et de s'être trop centré sur le marché français, un marché mature, synonyme de simple renouvellement, dont la progression est dès lors bien moins spectaculaire. Ainsi, à l'inverse de Volkswagen - lequel fait 27% de son chiffre d'affaires en Chine -, PSA n'y fait lui que 3,5% du sien, alors même que l'empire du milieu connaît une progression de sa production d'automobile de 50% depuis 2008.

Mais les stratégies du groupe PSA ne sont pas les seules cibles des critiques du rapport Sartorius. En effet, ce dernier pointe aussi du doigt l'absence d'anticipation autour de la question des suppressions d'emplois. Selon l'expert, s'il y avait eu plus de « discussions » entre le groupe, la puissance publique et les partenaires sociaux, les salariés auraient pu être préparés, et ne pas être mis devant le fait accompli comme c'est ici le cas.

Enfin, le dernier chapitre des reproches concerne la gestion, et notamment la gestion financière du groupe automobile. Ainsi lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, Arnaud Montebourg a déclaré « La famille Peugeot a un certain nombre de choses à nous dire je le crois, et je ne manquerais pas de les inviter au ministère pour que nous puissions en discuter ». En ligne de mire : « pourquoi (y a-t-il eu) des opérations financières au moment même où Peugeot commençait à voir apparaître ses premières difficultés et notamment le versement de dividendes. Nous voudrions connaître la stratégie de l'actionnaire ».

Une question qui témoigne de cette fixation, alors que François Hollande, avait déjà contesté le plan de restructuration industriel, à l'aune des dividendes versés aux actionnaires, lors de son allocution du 14 juillet.

Mais quels sont exactement les griefs? Il s'agit en réalité des 287 millions d'euros de dividendes versés en 2011 aux actionnaires.

Quelles implications politiques ?

Avec un rapport qui tranche sur la fermeture du site d'Aulnay, il permet également au gouvernement d'atterrir en

douceur après les déclarations de ses différents membres et du chef de l'Etat, et sans mettre en doute son volontarisme.

Car il y a encore peu, le Président Hollande et son ministre du redressement productif, condamnaient vertement, tous deux et d'une seule voix, ce « plan inacceptable », en promettant que « l'Etat ne laissera pas faire ». Mieux, Arnaud Montebourg convoquait à Bercy le jeudi 13 septembre, Philippe Varin - Président du directoire de PSA Peugeot-Citroën -, pour lui « demander de revenir sur sa décision de supprimer 8000 emplois et de le tenir au courant d'une prochaine réunion entre la direction, les syndicats, le gouvernement et les élus locaux » (Les Echos), et « demander des efforts à tout le monde, y compris aux actionnaires ». Des déclarations bien téméraires, d'autant plus qu'il s'agit, d'un groupe... privé. Ce qui, accessoirement, offre à l'expression « l'Etat ne laissera pas faire » une place toute rhétorique, ou encore un démenti juridique à la proposition de lancer des réunions tripartites.

D'ailleurs, l'Etat peut-il faire vraiment quelque chose ?

L'Etat n'est pas compétent pour casser le plan d'une entreprise dont il n'est pas actionnaire, ou même en demander l'annulation.

Indirectement il le peut. Et il l'a fait. Car s'il n'est pas compétent pour casser le plan d'une entreprise dont il n'est pas actionnaire, ou même en demander l'annulation (puisque seul un juge de tribunal de grande instance le peut), il peut néanmoins faire valoir devant ce même juge, des arguments allant à l'encontre de la thèse de la réduction d'effectifs justifiée par des motifs économiques valables.

Or, le rapport Sartorius est venu la conforter dans le cas de PSA.

Ainsi, et même si, une fois encore, « l'Etat ne peut pas tout », le gouvernement aura au moins tout fait pour garder la face, en se plaçant aux côtés des victimes visibles : les salariés et en assurant que « l'Etat ne laissera pas faire ».

Devant la situation délicate de PSA, le rapport Sartorius a donc entériné les restructurations : laissant les salariés en attente d'un second rapport plus clément, et d'un gouvernement libéré de la charge morale de changer ce qu'il ne peut pas, à savoir, casser le plan social d'une entreprise privée dont il n'est pas actionnaire.

Pourtant, le débat ne doit pas être refermé sur l'autel de l'expertise. Car il faut désormais ouvrir une réflexion plus large sur l'avenir de la filière automobile, qui représente encore aujourd'hui 22% de la part du secteur industriel français et 10% de l'emploi dans le pays en intégrant la sous-traitance.

Car le rapport précise aussi un autre point: le plan de sauvetage proposé ne suffira pas à assurer la pérennité de l'entreprise. En outre, l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) considère qu'il existe en France une surcapacité de 20%, une donnée qui laisse à craindre de nouveaux plans sociaux dans le secteur...

Il ne faudrait donc pas que les réponses avancées n'obéissent qu'au court-terme.

* Flore L.



Dr. Olivier Buirette

Historien

Rentrée sociale en France

Après un été qui fait de plus en plus figure de trêve, le gouvernement depuis la fin du mois d'août est confronté à des problèmes de plus en plus sérieux sur le plan social.

En effet, les plans sociaux se multiplient et dans tous les secteurs, de l'agro alimentaire avec la crise de la Société Doux, au secteur automobile avec les suppressions d'emploi massives annoncées chez Peugeot.

La gauche a gagné les élections présidentielles et législatives du printemps dernier sur un espoir de changement et surtout de protection face aux craintes grandissantes de la population française confrontée aux effets de plus en plus violents de la crise commencée en 2008 et qui n'en finit plus de détériorer les pays européens les uns après les autres. Face à tout cela le gouvernement de Jean-Marc Ayrault semble avoir bien du mal à trouver son rythme et cela inquiète, et surtout commence à décevoir de plus en plus l'opinion publique. Arnaud Montebourg pourtant rallié à la majorité de François Hollande et emblématique « ministre du redressement productif », semble décevoir au plus haut point et n'être efficace que dans des grands effets d'annonces, comme celui de la convocation de l'héritier de la famille Peugeot pour le sommer de revoir les plans de licenciements massifs. Le gouvernement qui est en cet automne 2012 au plus bas dans les sondages, avec des chiffres même historiques pour un début de mandat a donc du mal à trouver l'attitude efficace à avoir en réponse aux problèmes qui s'amoncellent à l'horizon.

L'augmentation des licenciements dans tous les secteurs semblent être une des conséquences les plus lourdes de la crise. En effet le secteur économique se trouve de fait inévitablement dans l'obligation de réduire la masse salariale. Cela provoque alors une augmentation massive du chômage et la France dépasse dès l'automne 2012 le cap symbolique des 3 millions de chômeurs, ce qui ramène notre pays à l'année 1999 où ce nombre avait déjà été franchi. Les industries de consommation et celles dites lourdes comme l'automobile sont ainsi les premières touchées. Tout cela est mauvais signe et la politique d'augmentation massive des impôts pour réduire les déficits publics n'a pour principale conséquence que de paralyser un peu plus l'activité économique du pays et donc d'aggraver encore plus la crise et le chômage.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhuiturquie.com



TAV Airport, la success story de Sani Şener

(Suite de la page 1)

TAV est entrée en activité en 1997. En 2006, elle a connu un essor important. Pouvons-nous donc considérer que pour TAV, 2006 a été une année pivot ?

Nous avons débuté en 1997, et en 2000, nous avons bouclé les investissements et nous nous sommes ouverts. En 2000, nous avions à notre actif une des durées BOT les plus courtes au monde : 3 ans, 8 mois et 20 jours. Pendant cette période, nous n'avons jamais pensé que nous allions terminer et quitter les lieux ; au contraire, nous nous sommes mis en tête de prendre d'autres aéroports. Pour bien gérer un projet, vous devez bien équilibrer le temps, le budget et la qualité. Mais cela ne suffit pas, la durabilité prend de plus en plus d'importance. La réalisation de ce projet nous a permis d'une part d'apprendre le travail et d'autre part de mieux appréhender le secteur. Le secteur aéroportuaire gagne chaque jour en importance, et est devenu l'un des facteurs qui influencent l'économie engendrée par la mondialisation. Dans ce domaine, il y a trois secteurs : l'industrie aéronautique, les compagnies aériennes et les aéroports. Mais pour ce qui est des aéroports, ils sont gérés par l'État, les municipalités ou l'aviation civile, et ils sont généralement vétustes. Alors, nous nous sommes dit : deux des secteurs de cette industrie sont en plein développement, mais les aéroports restent à la traîne. Nous avons prévu qu'il y aurait de très sérieux investissements dans les aéroports. Notre objectif était de pouvoir devenir une firme locale pour ce qui est de l'exploitation, et mondiale pour ce qui est de la finance. Pour se mondialiser sur le plan financier, il faut d'abord être une firme ouverte au public. Or, c'est par la transparence et l'épaisseur des bases d'investissement que vous pouvez utiliser les possibilités financières mondiales. C'est pour cette raison que nous avons décidé de nous ouvrir au public. Entre-temps, le projet BOT de l'aéroport d'Istanbul s'est achevé, et il y a eu un nouvel appel d'offre. Nous avons remporté l'offre avec une proposition de trois milliards de dollars, pour une prolongation de 15 ans. Après avoir remporté cette offre, nous avons en main les aéroports d'Istanbul, d'Ankara, d'Izmir et de Géorgie. Nous avons alors créé une société distincte pour la construction, car nous ne voulions pas qu'elle soit cotée en bourse. Quant à nos autres sociétés nous avons souhaité qu'elles soient ouvertes au public. Le fait de s'ouvrir au public a été très positif, la demande a été très forte. Par ailleurs, c'est nous qui pour la première fois en Turquie, avons vendu des actions aux fonds. Ainsi, la marque de la firme s'est bien établie. Dans la région, cela facilite la prise en charge de nouveaux projets, et l'obtention de crédits, car on a confiance en vous et tout le monde sait ce que vous avez réalisé.



Ceci a eu pour résultat qu'avec ces nouveaux développements, 2006 a été pour nous une année pivot. Nous avons ensuite poursuivi notre vitesse de croissance, et nous avons remporté dernièrement l'exploitation de l'aéroport de Médina. Ce qui nous fait un total de douze aéroports. En 2000, à nos débuts, notre objectif était d'exploiter 10 aéroports en 10 ans, et nous avons atteint ce but. L'année dernière, nous avons accueilli 53 millions de voyageurs, et cette année, il y en aura 70 millions. Si plus tard nous exploitons un nouvel aéroport, tenant compte de la croissance organique, nous servirons 100 millions de voyageurs en 2020.

Dans vos propos, vous dites que l'aire géographique de l'Empire ottoman est un avantage. Quels avantages physiques et culturels y trouvez-vous pour votre travail ?

La proximité géographique est très importante, et en même temps, il y a la proximité administrative et culturelle... Si l'on observe l'aire géographique de l'empire Ottoman, il est certain que nos liens culturels et géographiques sont devenus un avantage. Mais pour travailler dans cette aire géographique, il nous faut d'abord être une firme mondiale. Nous sommes une firme mondiale, et en même temps, nous avons des associés locaux et nous sommes une firme turque, ce qui facilite la communication de façon appréciable. L'économie de l'État turc progresse parallèlement à sa politique étrangère, comme dans les autres pays. Nous aussi, nous suivons attentivement la politique étrangère. Depuis ces dix dernières années, la Turquie a compris que nos voisins qui sont en développement constituent autant de marchés. Avant, nous considérions seulement que nous étions entourés mais aujourd'hui, nous disons que nous sommes entourés de toutes parts par autant de marchés. Notre ouverture vers le Moyen Orient ou d'autres zones géographiques proches, nous est profitable. Parce que la construction et l'exploitation d'aéroport est un secteur particulier, il nécessite une considérable somme de connaissances ; d'autre part, les barrières de pénétration du marché sont très hautes. C'est une tâche à la fois ardue et dynamique.

Vous insistez sur le fait que votre firme n'est pas internationale, mais mondiale. Que représente pour vous le concept de mondialisation ?

Je peux vous expliquer cela par un exemple. Ferrari est une marque internationale, mais Toyota est mondiale. C'est-à-dire que pour être une firme mondiale, il faut pouvoir utiliser toutes les ressources du monde entier, et pouvoir investir à l'étranger. Nous avons des ouvriers vietnamiens, indiens, malaisiens. Nous pouvons recevoir de l'acier ou d'autres matériaux en provenance de tous les coins du monde. Nous sommes donc une firme qui peut utiliser les ressources mondiales. Nous appelons firmes mondiales les entreprises qui ont la capacité de pouvoir travailler partout et ouvrir des marchés mondiaux. Nous appelons firmes internationales celles qui produisent une marchandise dans leur propre pays et qui la vendent sur d'autres marchés.

Vous travaillez généralement avec des pays géographiquement proches. Mais tout récemment, 38% des parts de TAV ont été vendues à l'Aéroport de Paris. Est-ce une nouvelle stratégie que vous déployez ?

En fait, nous poursuivons toujours notre objectif de développement mondial, l'auto-développement sous le même angle, toujours le même système. Mais nous avons vu que ce qui nous a amené jusqu'ici nous conduira là-bas. Ce «là-bas», où est-ce ? La région dite des « Républiques turcophones », l'Asie du sud, l'Amérique latine. Pouvoir s'ouvrir à ces régions, c'est-à-dire croître davantage, nous associer à une firme occidentale est un fait très important. Nous n'avons pas gagné d'argent en vendant des parts à l'Aéroport de Paris. Ceux qui ont vendu leurs parts sont de toutes façons nos membres fondateurs. TAV a gagné un capital intellectuel et social. Par cette union, nous pourrions toucher 200 millions de voyageurs. Nous exploitons 12 aéroports, eux en exploitent 25. La principale particularité qui a rapproché ces firmes, c'est leur combativité. Par exemple, nous étions en concurrence pour les marchés de Jeddah et de la Mecque. C'est l'Aéroport de Paris qui a mis en place nos projets en Tunisie. Cela veut dire qu'ils nous concurrençaient très bien. D'ailleurs, cela fait dix ans que

nous sommes ensemble dans le secteur. Et les deux firmes se complètent l'une l'autre. Ils ont la connaissance et l'environnement social, nous, nous avons les liens de proximité culturelle et administrative avec les autres pays avec lesquels nous avons passé un accord. Nous poursuivons une croissance raisonnée, il n'y a donc pas de modification dans notre stratégie. Au moment de l'association entre TAV et l'Aéroport de Paris, les relations politiques franco-turques étaient très tendues, mais malgré cela, je voudrais dire aux politiques de ces deux pays de considérer positivement cette union financière et sociale. Parce que les relations économiques franco-turques ont toujours été importantes. Il est évident que le deuxième grand virage de TAV après celui de 2006, c'est l'accord avec l'Aéroport de Paris.

Vous êtes ingénieur, comment êtes-vous passé de l'ingénierie à l'aéronautique ?

En fait, les gens doivent sans cesse évoluer dans leur métier. Si à 57 ans vous dites toujours «je suis ingénieur en mécanique», cela veut dire que vous êtes resté très loin en arrière. Vous devenez ingénieur en mécanique en quatre ans, mais vous avez une carrière de 40 ans. Tous les quatre ans de votre carrière, vous devez apprendre un nouveau métier. Pour devenir un PDG, il vous faut avoir de très bonnes connaissances en finances, ingénierie et gestion du travail. L'exploitation d'aéroport est un fait d'ingénierie très important, en fait : vous dirigez des bâtiments très intelligents et le chaos. Rien que pour la gestion de ce chaos, j'ai reçu au MIT (Massachusetts Institute of Technology) une très sérieuse formation sur les systèmes complexes. La gestion du chaos doit être conçue en plusieurs dimensions. Pour cela, j'ai constaté que le fait d'être ingénieur et d'être doté d'une pensée analytique m'a été utile.

Vous accédez à la réussite en réunissant différentes méthodes. Pouvons-nous nous dire quelles sont les compétences personnelles qui vous ont poussé au succès ?

En fait, je crois que je suis un excellent équipier. J'arrive à travailler avec des personnes douées. Pourtant, travailler avec des gens doués est difficile, car les doués sont des êtres hors du commun et vous ne pouvez pas les diriger très facilement. Je pense que je gère des gens hors du commun par des méthodes hors du commun. Par ailleurs, je suis très discipliné, mais aussi soucieux de liberté. Je tiens à ce que mes collaborateurs soient également disciplinés et libres en même temps. Ils sont totalement libres dans leurs opinions, leurs critiques et leur créativité. Un autre secret, c'est le travail. Seulement, dans le dictionnaire, la réussite précède le travail. Tous les samedis, et même les dimanches, nous sommes sur les chantiers, aux repas d'affaire, en voyage d'affaires. Nous avons saisi l'opportunité, nous avons créé une très bonne équipe, et nous développons une stratégie solide.

* Propos recueillis par Mireille Sadège et Gökçe Golkan

Barthélemy Courmont : les enjeux des élections américaines

La campagne présidentielle américaine de 2012 est-elle sensiblement différente de la précédente ?

Elle est très différente pour plusieurs raisons. La première est évidemment que contrairement à 2008, il y a cette fois un président sortant en course, et donc un bilan à défendre. Les Républicains ont d'ailleurs choisi d'axer leur campagne sur l'attaque du bilan d'Obama. D'une certaine manière, cette élection est un référendum sur Barack Obama, là où celle de 2008 n'était pas un référendum sur George W. Bush, John McCain excluant de se présenter comme son héritier. La deuxième raison concerne les enjeux. En 2008, les Etats-Unis étaient au début d'une crise économique majeure, ils sont cette fois englués dans des difficultés qui n'ont fait que se conforter depuis, malgré les mesures adoptées pour sauver plusieurs secteurs de l'économie, comme la construction automobile. La crise est, plus encore qu'en 2008, au cœur de la campagne. Le contexte international a lui aussi évolué. Les Etats-Unis se sont désengagés d'Irak, et vont se retirer d'Afghanistan. Et bien que la politique étrangère n'occupe qu'une place accessoire, des pays comme la Chine et Israël se sont invités dans les débats. Enfin, le vote identitaire (à la fois ethnique, mais aussi lié aux genres et impliqué dans des débats culturels et sociétaux, comme le mariage homosexuel) occupe une place très importante.

Que pouvez-vous nous dire de la campagne de Mitt Romney ? On dit de lui « faucon américain » qu'en pensez-vous ?

L'appellation « faucon américain » est plutôt excessive au sujet de Mitt Romney, même s'il s'est montré d'une grande fermeté face à la Chine, et estime nécessaire de renforcer les capacités militaires des Etats-Unis pour endiguer la montée en puissance de Pékin. Mais cela n'en fait pas un va-t-en guerre pour autant, et il aurait d'ailleurs tort

de se présenter comme tel, les épisodes afghan et irakien étant encore très sensibles. Il n'est d'ailleurs pas anodin que le candidat républicain axe sa campagne sur les questions économiques et sociales, sur lesquelles il peut critiquer le bilan d'Obama. Il fait cependant face à deux problèmes. Le premier concerne sa crédibilité comme « candidat du peuple », en raison de sa fortune. Cette situation lui a joué de vilains tours lors des primaires, en 2012 comme en 2008, où il fut battu par John McCain, considéré comme plus proche du peuple. Le deuxième concerne son positionnement politique au sein du parti républicain. Romney est perçu comme un modéré, ce qui peut être un avantage pour s'attirer les voix des centristes et indépendants – une des clefs du scrutin comme en 2008 – mais le place en difficulté vis-à-vis de l'aile droite de son



Il travaille sur les élections américaines depuis 2000, dans le suivi des primaires et le décodage du résultat de l'élection de novembre, avec le duel Bush-Gore. Depuis, il a produit de multiples analyses suivant les campagnes de 2004 et 2008. C'est donc la quatrième élection qu'il suit en qualité d'expert. Parallèlement, ses travaux de recherche actuels portent surtout sur la relation Washington-Pékin et son évolution. Il nous décrypte les élections américaines.

parti. C'est pourquoi il s'est entouré de Paul Ryan comme colistier, un peu comme McCain l'avait fait avec Sarah Palin il y a quatre ans. Ryan est plus fiable que Palin, mais sa présence force Romney à faire le grand écart entre la droite dure et le centre droit. Les Démocrates ne manquent pas de jouer sur ces faiblesses, qui pourraient s'avérer décisives dans quelques Etats clefs.

L'opposition très nette entre les deux candidats concernant l'Etat providence, les questions de société (avortement, mariage gay, migration, délocalisation...) est-elle une constante ou bien une conséquence de la crise économique et la droitisation de la société américaine ?

On constate en effet un fossé de plus en plus net qui distingue le projet de société des Républicains, et celui des Démocrates. Il ne faut pas y voir le résultat d'une droitisation de la société américaine, sans quoi cette opposition n'existerait pas, mais l'apparition de guerres culturelles au sein de la société, qui viennent s'ajouter aux débats politiques traditionnels sur l'économie et l'Etat providence, orientés autour de la question du « Big government » ou d'un plus grand libéralisme économique. Ce n'est pas nouveau, mais c'est une tendance qui semble aller crescendo d'élection en élection.

Peut-on parler d'une campagne teintée de populisme davantage que la précédente ?

Non. Je trouve au contraire que le mot-clef

de cette campagne, dans les programmes des deux candidats est le réalisme. Réalisme d'Obama qui ne fait pas de promesse et promet des jours meilleurs mais sans mentir sur l'ampleur de la tâche restant à accomplir. Réalisme de Romney qui propose une autre orientation, mais sans annoncer des miracles. Il y a un vrai choix qui concerne les orientations économiques et sociales, et divise clairement deux projets politiques. Bien sûr, le poids de l'argent et les publicités négatives ternissent un peu l'image de ce débat, et donnent un air de populisme, mais il n'y a rien de nouveau ici. Les campagnes précédentes furent encore plus dures encore sur ce terrain, notamment quand les Républicains remettaient en cause la citoyenneté d'Obama pour le discréditer et porter le débat sur des terrains leur étant plus favorables.

En cas de victoire de Mitt Romney doit-on s'attendre à des changements significatifs en matière de politique étrangère américaine au Moyen-Orient et globalement avec le reste du monde ?

Pas nécessairement. D'une part, Mitt Romney n'a pas d'expérience en matière de politique étrangère, et devra apprendre, notamment en se montrant patient sur certains dossiers sensibles. Il s'est montré engagé et ferme au cours des dernières semaines, mais c'est essentiellement pour se donner un profil de « tough guy », propre à la fonction qu'il brigue. D'autre part, il ne pourra pas changer la politique étrangère américaine de manière significative sans se heurter à de multiples écueils. Budgétaire s'il souhaite augmenter la part allouée à la défense, en temps de crise ; stratégique s'il remet en question des engagements tels que le retrait d'Irak et d'Afghanistan ; politique s'il oublie le nécessaire travail qui l'attend en matière de politique intérieure. L'aile droite du parti républicain ne lui pardonnerait pas de privilégier les affaires internationales au détriment de

leur quotidien et de leurs emplois. On peut en revanche s'attendre, en cas de victoire de Romney, à un changement de perception des Etats-Unis sur la scène internationale. Si Obama est critiqué en interne, comme l'est tout président en exercice, il reste très populaire à l'extérieur, et Mitt Romney ne présente pas un profil comparable. L'image d'un « ami d'Israël » et d'un

gaffeur malheureux (sa critique de l'organisation des JO de Londres prononcée dans la capitale britannique passe mal) risque de lui coller à la peau.

En France Nicolas Sarkozy n'a pu convaincre les Français pour un second mandat. Quelles sont selon vous les chances d'Obama ?

Elles sont, en toute franchise, plus grandes que celles de Nicolas Sarkozy, et l'équation est à l'heure actuelle difficile pour Mitt Romney, ce qui semble indiquer que dans l'état actuel des choses, le président sortant devrait être reconduit pour quatre ans. Cela tient essentiellement au mode de scrutin américain, totalement différent de celui de la France. Pour être élu président des Etats-Unis, il faut remporter la majorité des délégués et, pour ce faire, arriver en tête dans un maximum d'Etats,

de préférence assez peuplés, et donc offrant un grand nombre de délégués. Le vainqueur dans chaque Etat remporte en effet l'ensemble des délégués. Comme on sait que certains Etats sont fortement ancrés dans l'un ou l'autre des deux partis (le Texas vote républicain et New York démocrate, par exemple), l'attention se porte comme toujours sur des Etats pouvant basculer d'un côté comme de l'autre. Cette fois, c'est l'Ohio et le Michigan qui semblent essentiels pour emporter la victoire. C'est un peu comme si le sort de Nicolas Sarkozy s'était joué exclusivement sur cinq ou six départements français. Pour cette raison, on ne saurait comparer l'élection américaine avec d'autres démocraties. A cela s'ajoute bien sûr la popularité de Barack Obama qui reste importante, et qui en fait un candidat bien placé pour reprendre du service. Mais là encore, le poids du local est essentiel, et on se souvient ainsi que malgré une impopularité assez grande, George W. Bush avait été assez facilement réélu en 2004 face à John Kerry.

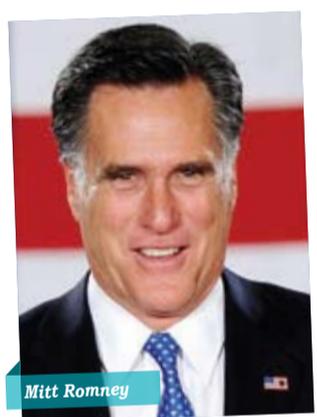
Comment qualifieriez-vous globalement le bilan d'Obama ?

Il est à analyser sous deux angles distincts : la politique intérieure et les affaires étrangères. En matière de politique intérieure, le président américain est parvenu à sauver l'industrie automobile, et donc de nombreux emplois,

mais son bilan reste incomplet sur les grandes réformes, notamment l'assurance santé. Il a fait face à une situation de crise exceptionnelle, et on peut évidemment utiliser côté républicain l'argument selon lequel il n'est pas parvenu à véritablement relancer l'économie. C'est pourquoi il a clairement demandé aux Américains, lors de la convention démocrate de Charlotte, de lui laisser du temps.

En matière de politique étrangère, le bilan d'Obama est plutôt flatteur. S'il n'a pas tenu sa promesse de fermer Guantanamo, il a en revanche tenu ses engagements en Irak et en Afghanistan. L'opération en Libye fut un succès, et on assiste depuis deux ans à un « retour » de Washington en Asie du Sud-est. Enfin, Oussama ben Laden est mort, prouesse que George W. Bush n'était pas parvenu à accomplir. C'est surtout dans la méthode que le bilan d'Obama reste contrasté. Sa volonté de privilégier une approche bipartisane des dossiers s'est heurtée à l'opposition des Républicains, et il y a fort à parier qu'en cas de victoire en novembre, son second mandat sera plus partisan, et cherchera moins le compromis avec ses adversaires.

* Propos recueillis par Mireille Sadège



Mitt Romney



Barack Obama



Bénéficiez des prix incroyables pour vos réservations d'hôtels grâce à Pegasus



Le printemps arabe et l'évolution de la politique étrangère turque

Dans quelle mesure les révoltes populaires commencées en début de l'année 2011, dans les pays arabes, ont-elles constitué un tournant pour la diplomatie turque ? Selçuk Ünal, porte-parole du ministère des Affaires étrangères répond à nos questions.

Qu'est-ce que le printemps arabe a changé à la politique étrangère turque ?

La Turquie, avec ses haut standards démocratiques et son économie en plein développement, vise à mener une politique étrangère multidimensionnelle et novatrice aussi bien dans sa propre région qu'ailleurs. Elle agit dans le but d'établir une zone de sécurité où la présence d'un État providence puisse se faire sentir, tout en s'attachant au principe d'appartenance régionale. C'est la raison pour laquelle nous établissons des mécanismes de dialogue au plus haut niveau politique avec les pays géographiquement proches. En améliorant le commerce régional, nous nous efforçons de consolider l'interdépendance économique des acteurs dans la région. Avec la politique de visas que nous avons adopté, nous abolissons les barrières culturelles et commerciales entre personnes et sociétés. De notre point de vue, ce type d'échanges contribue à garantir la bonne continuation de vagues récentes de changement qui se sont produits en particulier au Moyen-Orient.

les pays qui en exprimeraient le désir.

Que voudriez-vous nous dire à propos de la crise en Syrie ?

Il y a presque un an et demi en Syrie le peuple a commencé à manifester pacifiquement pour exprimer ses demandes légitimes. Le régime d'Assad a choisi l'intervention militaire et a répondu aux demandes légitimes du peuple par la violence. Aujourd'hui la situation s'est malheureusement transformée en tragédie humaine.

Nos frères syriens, parce qu'ils ont élevé la voix pour une vie plus digne, plus de transparence, plus de liberté et de démocratie, sont sauvagement assassinés, subissent des tortures et des persécutions, sont forcés à abandonner leurs maisons et leurs familles. Le régime syrien bombarde sans distinction des civils innocents avec des avions de chasse, des hélicoptères et des armes lourdes. Il assassine des centaines de nouveaux civils chaque jour, continuant de commettre un crime grave contre l'humanité.

Pour la Turquie, la Syrie n'est pas juste un pays voisin. Nos deux peuples ont partagé la même aire géographique tout au long de leur histoire, ils ont construit des liaisons de fraternité et de parenté entre eux, ils ont partagé leurs chagrins et leurs moments de bonheur. Aujourd'hui encore, le peuple turc partage les chagrins éprouvés par le peuple syrien. Aussi on ne peut pas rester silencieux et sans réaction face à la tragédie humaine qui se déroule en Syrie.

La situation actuelle en Syrie continue également de menacer la paix et la sécurité régionales et internationales. Le cours qu'a pris le processus de transition face aux attentes légitimes du peuple de Syrie, et l'incapacité éventuelle de cette dernière à cesser les hostilités dans les meilleurs délais, risque d'entraîner le pays dans un cycle vicieux de violence et de décomposition en fonction d'ethnies et de sectes, si bien que la propagation de ces événements dans la région en entier demeure un danger imminent. Aussi, la priorité de la communauté internationale doit être le maintien et la consolidation de la paix, toujours partielle et reposant sur des piliers fragiles, ainsi qu'une stabilité relative dans la région. L'extension de la dynamique du conflit entraînera des conséquences extrêmement néfastes pour la Syrie et la région. Il est hors de question que la Turquie soit indulgente à l'égard des groupes extrémistes et terroriste qui abusent de la vacance du pouvoir. Aussi la Turquie est-elle résolue à prendre les mesures nécessaires contre toutes sortes de menaces. Dans ce contexte, la sauvegarde de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Syrie constituent l'objec-

tif auquel tous les partis, y compris les pays de la région, doivent aspirer. La Turquie ne désire que l'aboutissement de ce processus d'établissement d'un règne de liberté et de démocratie sous l'égide d'un système constitutionnel qui garantit les droits et libertés fondamentaux du peuple syrien sans égard pour les différences de confession et d'ethnicité, et en accord avec les demandes et les attentes du peuple syrien. C'est pourquoi nous lançons un appel à la communauté internationale afin qu'elle prenne ses responsabilités face au conflit et mette fin aux cruautés que le régime fait subir au peuple syrien, qu'elle assure la transition démocratique en accord avec les demandes légitimes du peuple, et qu'elle instaure à nouveau la sécurité et la stabilité dans cette région du monde.

Quel doit être le rôle de la Turquie pour la résolution du conflit ?

D'une part, la Turquie aspire à faciliter la résolution de la crise syrienne dans un sens correspondant aux attentes du peuple en participant activement aux efforts entrepris dans l'espace international ; d'autre part, elle ouvre ses portes à ses frères syriens en ne leur épargnant aucune assistance, s'efforçant de soulager leurs souffrances autant que possible. Ainsi, le nombre de nos frères syriens fuyant l'instabilité de leur environnement et se réfugiant chez nous afin de bénéficier d'une protection temporaire s'approche aujourd'hui des 85 000. A l'heure actuelle, plus de 10 000 Syriens de plus attendent en quête d'asile. Actuellement, nos invités syriens sont accueillis dans 13 villes-camps composées de tentes ou de containers. Afin de répondre aux besoins, de nouveaux camps sont construits en permanence. Le fait de tendre la main à nos frères syriens n'est pas seulement une mission humanitaire, c'est en même temps une exigence de la loi de voisinage et de parenté. Nous ressentons la responsabilité de continuer à ouvrir nos portes à nos frères syriens fuyant la cruauté et la persécution. Toutefois, il est également vrai que l'afflux des réfugiés en provenance de Syrie vers des pays voisins constitue un fardeau pesant sur les pays d'accueil. Eu égard à cette situation qui, à cause de ces conséquences physiques et économiques, ne peut être pérenne, nous attendons une collaboration internationale pour alléger le fardeau en le partageant. La situation en Syrie n'est pas une simple lutte pour le pouvoir, mais un combat pour la dignité humaine.

L'opposition se renforce chaque jour avec le soutien qu'elle reçoit du peuple et de la communauté internationale, ainsi qu'avec l'encouragement de s'être détachée du régime dans leurs actions. Sur la question de la sérénité de la Syrie, de la paix et de la stabilité régionales, nous insistons sur la nécessité de prêter l'oreille aux propositions de l'opposition. Pour que le processus de transition se fasse rapidement et de manière pacifique, la Turquie aspire à ce que les revendications légitimes du peuple servent de seul guide.

Dans cette perspective, nous allons continuer à apporter notre soutien au peuple syrien et à contribuer aux efforts déployés sur le plan international en vue de mettre fin à l'oppression exercée par le régime en place pour rétablir l'ordre, de la sécurité et de la stabilité dans la région.



Avec les derniers incidents auxquels on a assisté au Moyen-Orient et en Afrique, l'importance de cette zone s'est encore accrue pour notre politique étrangère. La Turquie est en train de surveiller l'évolution des événements dans la région d'encore plus près que d'habitude, tout en conservant les fondations traditionnelles de la politique étrangère turque. Dans ce contexte, l'indépendance des pays de cette région, c'est-à-dire la sauvegarde de leur intégrité territoriale et politique, est une priorité pour notre politique étrangère.

Les processus de changement et de transformation démocratique a un aspect irréversible et il résulte de dynamiques propres à chaque pays. La Turquie maintient qu'un processus de changement approprié des pays de la région doit être mené par le peuple lui-même. Elle croit que le processus actuel ne doit pas attiser les litiges religieux, ethniques et idéologiques. La Turquie est prête, le cas échéant et sur demande, à partager ses propres expériences en matière d'économie de marché libre, de démocratie parlementaire et de vie politique pluraliste avec les peuples et



Selçuk Ünal

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur l'état des relations turco-américaines de ces derniers temps ?

Les États-Unis sont un pays allié et un collaborateur, et les relations entre les deux pays se sont beaucoup améliorées pendant la Guerre froide. Ensuite, tout au long d'une période où la Turquie a connu nombre de changements profonds aussi bien pour le mieux que pour le pire, la collaboration entre les deux pays a commencé peu à peu à se concentrer sur des sujets plus variés (des « soucis communs »), à savoir l'impératif démocratique, la prééminence de l'État de droit et la libéralisation de l'économie. Présentement, les relations turco-américaines sont en train de passer par une phase plutôt positive.

* Propos recueillis par Hüseyin Latif et Sinan Öncüoğlu

Jeep Grand Cherokee S-Limited : Le Grand méchant Loup



Pour la rentrée, Jeep a lancé un Grand Cherokee exclusivement destiné à ses clients européens. Lancé sous le nom de S-Limited, cette déclinaison du Grand Cherokee perpétue la lignée des SUV (véhicule utilitaire sport) de haut de gamme du constructeur États-unien.

Ce dernier est connu comme le loup blanc, depuis quatre générations, avec 4,3 millions de Grand Cherokee vendus à travers le monde. L'histoire du Grand Cherokee débute en 1992, date à laquelle coïncide la réapparition du loup dans les forêts françaises après avoir été absent du territoire pendant un demi-siècle.

Approchons-nous à pas de loup...

Dès le premier regard, l'on perçoit son esprit ténébreux. Non vous ne rêvez pas ! Des traits larges qui surplombent de belles jantes musclées de 20 pouces en aluminium noir brillant.

La calandre béante, composée d'une grille platinum chrome, telle une mâchoire tranchante ornée d'un contour noir brillant et les fonds de phares noirs rappellent une mystérieuse créature. Ce monstre affiche des capacités voraces grâce à son moteur diesel V6 3.0 litres délivrant une puissance maximale de 241 chevaux (Existe aussi en version essence avec un moteur V6 286ch.). Nous avons affaire à un hybride rare de la famille des Canis lupus.

Jetons-nous dans la gueule du loup !

Point de clé, il suffit de tirer la chevillette et la bobinette cherra ! A l'intérieur, on appréciera le confort procuré par les sièges chauffants et ventilés. L'on trône dans un salon, avec toit ouvrant panoramique, où l'on peut régler la hauteur de caisse et faire varier la garde au sol du véhicule entre 16,5 cm et 27 cm : la vue est imprenable ! Et son sens de l'orientation est des plus affûtés et précis grâce à un GPS tactile aux options foisonnantes — le bouton "Où suis-je ?" s'avèrera très utile lorsque l'on s'aventure dans des contrées inconnues lors d'éventuelles battues. En plus des performances physiques, il s'adapte et se joue des différents terrains (Sable/boue, neige, rocher, etc.) et garde la maîtrise du véhicule y compris en descente. Un vrai loup de mer ! Toujours aux aguets, il surveille pour vous en permanence les angles morts. Enfin, en complément de plus de 45 dispositifs de sécurité, Jeep déploie un important dispositif d'assistance, comme la couverture de nombreux soucis jamais couverts ni par les assurances ni par les constructeurs. Rassurant non ?

Paradoxalement, loin de mener une vie de loup, Jeep se montre assez urbain et propose l'opportunité de rentrer dans le Club et dispose d'une Académie pour faire comprendre les capacités tout terrain ainsi que l'initiation au franchissement pur et dur. D'inspiration mythique, ce n'en est pas moins une réalité émulative qui la différencie par rapport à ses nombreux concurrents sur le segment SUV. Le Grand Cherokee s'impose dans la meute et sait se faire respecter sans pour autant crier gare au loup.

* Daniel Latif



Frédéric Beigbeder à Istanbul

Mardi 18 septembre, le célèbre écrivain et cinéaste français Frédéric Beigbeder, auteur de 99 francs, était au Palais de France à Istanbul pour présenter son dernier film. L'amour dure trois ans (Aşk ömrü üç yıldır) sort actuellement sur les écrans turcs. Après une conférence de presse, l'auteur a assuré une séance de dédicaces du livre dont est tirée l'histoire du film, à la librairie D&R.

« L'amour dure trois ans. La première année on installe les meubles, la seconde année on déplace les meubles, la troisième année on partage les meubles. » Dans son film, le célèbre et très provocateur écrivain français raconte l'histoire d'un jeune homme sortant d'un divorce difficile, qui écrit un livre par dépis, sous pseudonyme. Il élabore la théorie que l'amour n'existe pas, on le confond avec le désir, et le désir ne dure que trois ans en moyenne. Son livre fait un carton, et un scandale, on le considère même comme le livre le plus misogyne de l'année. Mais ce trentenaire cynique et désillusionné tombe à nouveau amoureux... Que faire ?

D'après les propos de Frédéric Beigbeder au Palais de France, l'amour serait le remède au nihilisme et au cynisme.

L'écrivain aime se contredire, et faire de la provocation. Ses personnages sont la plupart du temps de jeunes Parisiens branchés et dérangés, qui se cherchent dans la drogue et la sexualité facile, évoluant dans un monde d'apparences où tout est à vendre. Entre fiction et autobiographie, les œuvres de Frédéric Beigbeder laissent constamment planer un doute, sur le sens de la vie. Tout n'est que mensonge, pourtant, on peut être romantique.



Ayant écrit son premier roman à 24 ans, Frédéric Beigbeder a fait une carrière complètement improbable. Il a travaillé dix ans comme publicitaire, été critique littéraire, écrit de nombreux romans, réalisé des émissions de télévision, monté une maison d'édition expérimentale, inventé un prix littéraire, écrit des scénarios de bandes dessinées et de films, s'est occupé de la promotion de la campagne présidentielle du candidat communiste Robert Hue en 2002, écrit une réflexion sur la foi et l'athéisme avec l'évêque de Gap, et enfin, a réalisé son premier film. Il n'a donc pas perdu son temps, car le 21 septembre, date de la sortie de son film en Turquie, est aussi la date de ses 47 ans.

Réaliser un film lui faisait peur, car connaissant bien le milieu de la publicité et de la télévision, il savait ce qu'il risquait. En effet, a-t-il affirmé devant les journalistes, ce que l'on connaît un peu est toujours plus effrayant que ce que l'on ne connaît pas du tout. De plus, l'acteur principal, Gaspard Proust, était lui aussi inexpérimenté, mais les producteurs Michael Gentile et Alain Kruger leur ont fait confiance. Ils ont eu raison. Ce manque d'expérience a donné au film un côté frais et spontané, affirme Frédéric.

* Aurélie Stern

Paros, nouveau magazine culturel des minorités, souffle sa première bougie



Jeudi 20 septembre, à l'Hôtel Point de Besiktas, l'ambiance était à la fête. Il y avait de quoi, puisque c'était l'anniversaire de la revue culturelle Paros, jeu de mot signifiant le phare en Arménien et en Grec. Ce nom lui convient bien, puisque ce magazine est tout à fait avant-gardiste. Il est le premier magazine en langue Turc et en couleur, traitant de l'aspect culturel des minorités en Turquie. Il est composé de rubriques très variées allant de l'histoire au sport, et passant par l'astrologie, le shopping et la cuisine. Pour la rédactrice en chef Mayda Saris, le but est de faire connaître au grand public les spécificités, qualités, réalisations des minorités, loin des préjugés dont elles ont longtemps été victimes. C'est un succès, affirme le

jeune traducteur rum* Tony Sotiryadis, beaucoup de mes amis turcs lisent Paros régulièrement, et depuis, leur regard sur les Rums a changé. Nous sommes peu en Turquie, mais avec Paros nous avons gagné en visibilité.

Des personnalités turques, arméniennes, syriaques, rums, bulgares, et issues d'autres communautés encore, étaient présentes pour fêter cet événement qui symbolisait l'union, le partage, le travail commun et la bonne entente entre les citoyens de Turquie. Les organisateurs n'avaient pas lésiné sur les moyens et l'accueil était impeccable. On peut tout de même déplorer le fait que des exemplaires de la revue n'est pas été distribués gratuitement durant la cérémonie. A la suite de nombreux discours, un tableau de l'artiste arménienne Asilva offert à la revue a été révélé, provoquant l'admiration générale. Après ce premier anniversaire fêté dans un atmosphère de triomphe, on ne peut que leur souhaiter bonne chance pour la suite.

* Rum est un mot dérivé de Romain et désigne la minorité grecque orthodoxe de Turquie présente sur le sol anatolien depuis l'époque byzantine

* A. S.



Vitis Vinifera

Ayhan Cöner

ayhan.coner@ritz.edu

En Suisse, les vendanges commencent habituellement le 1er septembre. Et moi, sans tarder, je suis allé aux vendanges dans les domaines Bonvin dans le Canton du Valais, sur la route du vin des Alpes. Le même week-end, le samedi 15 septembre, j'ai participé au Festival de dégustation de vin dans la ville de Sion. Je puis dire que les vins suisses de cette année sont bien supérieurs à ceux de l'an dernier. Ce qui a immédiatement attiré mon attention dans ce festival, c'est que de nombreux producteurs ont commencé à produire du vin « bio » dont il est question depuis bien longtemps en agriculture. Mais en matière de vin, qu'est-ce que le vin bio, et comment le produit-on ? Je vais essayer de vous l'expliquer en 3 petites questions et réponses.

Le vin « Bio » a-t-il un goût différent ?

En fait, en matière de vins, il n'y a pas de goût « bio » spécifique. Lors de la dégustation d'un vin, on utilise le terme « bio » pour qualifier sa production. L'utiliser pour qualifier le goût serait une erreur. « Bio » est un système mis en œuvre dans le vignoble pour donner au vin davantage de goût de terre et de fruit. Dans le vin produit « Bio », l'acidité est plus élevée. Mises à part la fraîcheur et l'élégance qu'elle apporte au vin, l'acidité assure une digestion facile. Vous pouvez sentir cette différence de goût dans la récolte du chaud été précédent. Les raisins cultivés « bio » sont moins affectés par la chaleur du soleil brûlant, et sont donc dotés de plus d'acidité.

En quoi consiste la différence « bio » ?

S'il fallait en venir au point le plus important de la différence de goût du vin « Bio », je dirais qu'il y a certains formats d'utilisation du levain dans les vins produits selon des méthodes traditionnelles. Les vins « bio » doivent être faits à base de levain entièrement naturel. En raison de l'utilisation de ce levain naturel, les vins Bio peuvent acquérir un goût intéressant, ou au contraire peu apprécié. Un autre point important concernant les vins Bio est qu'il faut intensément utiliser le sulfate de cuivre, de façon à faire récupérer au vin la synthèse chimique qui avait été abandonnée. Cependant, à long terme, cette méthode peut nuire au naturel du levain, et de là, à une bonne fermentation.

Les vins « Bio »

Et qu'en est-il de l'utilisation de soufre ?

Voici encore un point important qui doit être pris en considération. Dans la majorité des vins Bio, on utilise le soufre, même si c'est en beaucoup moindre proportion que les autres vins. En dépit du label « bio » ou naturel mentionné sur l'étiquette, il y a très peu de producteurs « Niche » qui n'utilisent pas de soufre dans la vinification de leur vin « bio ». Bien sûr, ces producteurs qui utilisent le soufre, même en faible quantité, ne veulent pas tuer ou entamer le goût des raisins qui parfument le vin par un additif chimique. En tout cas, on utilise

le soufre pour empêcher le vin de tourner en vinaigre par oxydation, et pour favoriser son vieillissement en bouteille. Attention sur ce point ! Car ces dernières années, les médecins ont noté une augmentation significative du nombre de patients allergiques au soufre. Les personnes allergiques au soufre auraient donc tort de penser qu'ils seront hors d'affaire s'ils boivent du vin « Bio ».

Eh bien, avez-vous déjà essayé de faire du vin à la maison ? En novembre, je vous en toucherai un mot.



**BİR KEZ
BİRİNCİ OLMAK
BAŞARIDIR.
4 KEZ BİRİNCİ
OLMAK İSE
UZMANLIK.**



**AXA SİGORTA MÜŞTERİ MEMNUNİYETİNDE
4. KEZ 1 NUMARA!**

Kalite Derneği'nin (KALDER) yaptırdığı Türkiye Müşteri Memnuniyeti Endeksi (TMME) 2011 4. çeyrek ölçüm sonuçlarına göre AXA SİGORTA, Sağlık Sigortası ve Kasko sektöründe birinciliği paylaşan iki kuruluştan biri olmuştur.

AXA SİGORTA Acenteleri
444 1 999 / www.axasigorta.com.tr

**Bulletin
d'abonnement**

12 numeros :

50 € Turquie 30 € France 70 € Europe

Version PDF : 50 €

Envoyez un mail: altinfos@gmail.com

TMME
Türkiye Müşteri Memnuniyeti Endeksi



AXA SİGORTA

sigortacılık / yeniden tanımlanıyor

Le pianiste Stéphane Blet, nouvelle figure de la programmation musicale du lycée NDS

Tombé depuis plus de vingt ans sous le charme de la Turquie, le pianiste Stéphane Blet revient au Lycée Notre-Dame de Sion le 4 octobre pour un récital de piano. L'un des plus talentueux pianistes de sa génération, Stéphane Blet sera désormais complice des projets de rayonnement musical du lycée. Dans ce cadre quatre concerts sont programmés pour la nouvelle saison dont les deux premiers auront lieu le 4 octobre et 19 décembre. Le « lyrisme authentiquement romantique » de « ce pianiste élu des dieux » selon les mots de son maître Byron Janis, ne laisse pas le public stambouliote insensible. Aujourd'hui il nous confie son cheminement artistique, sa vision de la musique et son intérêt pour la Turquie.



Exceptionnel récital de piano, jeudi le 4 octobre à 19h30.

Programme : Ludwig van Beethoven, 33 Variations sur une valse de Diabelli op. 120



Compositeur passionné, il a écrit plus de 400 œuvres pour piano, orchestre, violon, et violoncelle.

Artiste aux multiples facettes, il compte à son actif la rédaction de plusieurs ouvrages musicologiques. A côté de son travail de compositeur et d'interprète, il enseigne aussi la musique classique. L'artiste, qui sera également de retour à Istanbul au mois de décembre sera, au fil du temps, de plus en plus associé aux projets musicaux du Lycée Notre-Dame de Sion.

Votre rencontre avec le virtuose américain Byron Janis et votre séjour aux Etats-Unis ont-ils été déterminants dans votre carrière?

J'ai eu la chance d'être repéré par Byron Janis lors d'un concert. Je suis parti avec lui à New York alors que je n'avais qu'une quinzaine d'années. Là-bas je passais les trois quart du temps chez lui et le reste chez Vladimir Horowitz, son maître surnommé « le roi des pianistes ». J'étais bien protégé! J'ai bénéficié d'une atmosphère de liberté qui a été très importante pour moi. Je n'aurais jamais supporté le manque de flexibilité du conservatoire de Paris. Avec Horowitz et Byron Janis, ce n'était pas des cours que l'on faisait: je jouais pour eux, ils jouaient pour moi. Nous étions à la recherche d'un son commun, c'était un partage musical. J'évoluais dans la rigueur et la liberté en même temps. C'est d'ailleurs Horowitz qui m'a poussé à composer, alors que je n'avais que 17 ans.

Y-a-t-il des compositeurs que vous préférez interpréter?

Bien sûr, Chopin, Schumann et Scriabine entre autres. Je jouais beaucoup plus de Liszt avant, mais à force de l'interpréter pendant 25 ans, je me suis un peu lassé! J'aime beaucoup jouer Chopin, surtout ses Mazurkas et ses nocturnes. On y ressent sa Pologne qui lui manquait, ses sentiments, sa nostalgie,

ses souvenirs d'enfance dans les rues de Varsovie. Mon compositeur français préféré est sans aucun doute Satie. Son œuvre n'a pas toujours été bien accueillie à son époque et il reste largement méconnu aujourd'hui. Sa musique est cependant extrêmement moderne sur le plan harmonique.

Vous vous inspirez de la musique ottomane dans certaines de vos compositions. La Turquie a-t-elle une place importante dans votre vie?

J'entretiens un rapport particulier avec ce pays. La première fois que je suis venu ici, j'ai vraiment eu un choc. J'avais comme l'impression d'être déjà venu, je me sentais chez moi. Je suis tombé sous le charme de la musique traditionnelle en entendant un groupe de musiciens qui jouait des Effendi et de la musique Soufi. Je les ai écoutés en notant tous les thèmes que je pouvais et j'ai écrit à partir de cela une douzaine de rapsodies turques. Quand je suis rentré à Paris, j'ai acheté une méthode de langue et j'ai appris le Turc. J'ai passé plus de 10 ans sans y revenir, mais je suis resté très proche de la culture turque. J'ai même pensé récemment à m'y installer la moitié du temps et à passer l'autre moitié en France, mais ce n'est pas facile à organiser.

Pouvez-vous nous parler de votre collaboration avec la pianiste turque Idil Biret ?

Nous nous sommes rencontrés il y a plus de vingt ans. Idil est une grande amie et l'on se comprend très bien. Cela faisait des années que nous voulions faire un duo ensemble. On a donc décidé de choisir les Poèmes Symphoniques de Liszt. Cela n'avait jamais été fait pour deux pianos, mais nous avons trouvé la partition qui n'avait pas été éditée. On a donné de nombreux concerts, notamment l'année dernière à Istanbul, et nous avons réalisé un DVD. Nous comptons prochainement jouer ensemble Le Concerto A Deux Pianos de Poulenc.

* Propos recueillis par Vincent Sacau

« Le Temps à Safranbolu » et la consécration d'une ville



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Une rentrée décevante en Europe, le chômage et le désespoir ; en Turquie et dans sa région, les craintes de conflits et les menaces terroristes ; partout, un net recul des droits et des libertés ; des responsables politiques impuissants qui n'inspirent plus la confiance... Étrange impression que de voir que tout nous échappe...

Jeudi 20 septembre, je quitte Istanbul et ses embouteillages pour une destination que j'affectionne particulièrement : la ville de Safranbolu. J'y vais dans le cadre de son festival de film documentaires : Safran d'Or, dont je suis membre du jury. La vieille ville où se déroule le festival est un parfait exemple de ville ottomane qui a survécu jusqu'à nos jours, ce qui lui a valu, depuis 1994, son inscription sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco.

En marchant dans ses rues pavées et sinueuses, on découvre les maisons en bois et en briques crues appelée « Konak ». L'accueil chaleureux des habitants et la convivialité ambiante font qu'on se sent très vite intégré dans ce décor historique.



Située dans la région Ouest de la Mer Noire, cette ville occupait jadis une position très importante sur la route du commerce caravanier, qui a relié durant plusieurs siècles l'Orient et l'Europe. La prospérité économique de la ville a alors contribué à l'émergence d'une bourgeoisie d'affaires, dont les membres les plus fortunés allaient investir dans la construction privée (konak) et publique (fontaines, mosquées ...). Ce faisant, ils agrandirent la ville et vont contribuer au développement urbain dans l'Empire Ottoman. Cependant, au début du XX^{ème} siècle, l'avènement du chemin de fer ainsi que le changement des structures commerciales mettront fin à plusieurs siècles de prospérité. Petit à petit, les habitants vont quitter la ville pour s'installer dans la nouvelle Safranbolu.

Désertée, l'ancienne Safranbolu tombe en ruine. Les autorités la déclarent alors zone protégée en 1971. Cette décision rencontre l'hostilité des habitants qui projetaient la démolition des anciennes demeures afin d'y bâtir des constructions modernes. C'est alors que le Touring Club de Turquie commande

la réalisation d'un film documentaire à Suha Arin, académicien et producteur de documentaires concernant la vieille ville de Safranbolu. En 1974 le documentaire « Le temps à Safranbolu » sera diffusé sur l'unique chaîne de télévision TRT. Il touchera tout le pays, à commencer par les habitants de Safranbolu. Pour le maire actuel de la ville, M. Necdet Aksoy, « ce documentaire a été un tournant, il a contribué à une prise de conscience et un sentiment d'appropriation de ce patrimoine historique, sa protection et sa restauration ».



Zülfiye Özcan

Sühendan Ilal

Pour Sühendan Ilal, organisatrice du Festival, « ce documentaire a fait renaître cette ville abandonnée ». Mme Ilal sera associée dès son lancement à l'organisation du Festival, et en 2004, après le décès d'Arin, elle prendra entièrement en charge l'héritage culturel de son professeur. Aujourd'hui, bien que ce festival ne dispose pas d'un budget faramineux comme ceux d'Antalya et d'Adana, il se pare néanmoins du titre du plus ancien festival culturel du pays. Sühendan Ilal y veille, et elle est secondée par Zülfiye Özcan. Avec le maire de la ville, ils sont le moteur de ce festival. Depuis 4 ans sont organisés, parallèlement au Festival, une grande exposition et un panel portant sur les thématiques comme le bois et l'eau. Quant aux difficultés liées à l'organisation de ce festival, Mme Ilal les résume ainsi : « le financement et la communication, car les festivals culturels ne représentent pas un grand intérêt pour les médias nationaux, qui préfèrent la couverture d'événements avec des célébrités ».

Les thématiques des documentaires en compétition, qu'ils soient amateurs ou professionnels, consacrent la protection du patrimoine culturel, des portraits de gens d'Anatolie aux histoires de monuments en passant par la présentation de coutumes.

Chose frappante, ces dernières années, les documentaires en compétition s'affranchissent des tabous et des interdits de la société turque. En témoignent les documentaires primés cette année.

« Cennet » (Le paradis), la vie des habitants d'un village à Antakya où vivent les membres d'une minorité arabe catholique.

« DOM », qui présente la double exclusion d'une communauté de Roms kurdes dans la province de Mardin « Bir düştü Sulukule » l'expulsion des Roms d'Istanbul de leur quartier Sulukule, conséquence des plans d'urbanisation.



Gülsüm Cengiz : « Le quartier de Kuzguncuk à Istanbul a formé ma vision du monde »

Poète, auteur, enseignante, Gülsüm Cengiz est une femme aux multiples talents. Mais c'est surtout une amoureuse du quartier où elle a grandi : Kuzguncuk. Le lien passionné qu'elle entretient avec ce coin de paradis est à l'origine d'un livre qui décrit les particularités et le charme de ce lieu relativement préservé d'Istanbul. Et c'est naturellement à Kuzguncuk, un dimanche matin ensoleillé, que je l'ai rencontrée pour découvrir le quartier en sa compagnie.



Qui est Gülsüm Cengiz ?

Je suis née à Isparta et l'endroit qui a littéralement changé ma vie est Kuzguncuk et son école primaire à Istanbul. Mes camarades de classe avaient d'autres croyances religieuses, ce qui nous a offert une chance d'avoir une enfance baignée dans le multiculturalisme. J'avais des amis juifs comme Lucie, Jacob, Victoria et c'est en arrivant à l'école primaire que j'ai été plongé dans une diversité culturelle et religieuse qui a sculpté la femme que je suis aujourd'hui. J'ai compris que les différences étaient en fait notre richesse.

Plus tard, nous avons déménagé de Kuzguncuk pour habiter dans d'autres quartiers d'Istanbul, mais je savais que je n'oublierai jamais cet endroit.

Après avoir terminé mes études, j'ai enseigné dans une école primaire à Balıkesir. A cause des problèmes politiques qui persistaient à l'époque, j'ai été obligée d'abandonner. Depuis ce jour, j'écris des poèmes et des romans et cela a été le début d'une seconde vie pour moi.

Quelles sont les atouts et les difficultés d'être une poète, une auteure, et avant tout une femme, en Turquie aujourd'hui ?

Comme dans tous les domaines, être femme est rude. Dans le monde littéraire, les hommes ont toujours eu un certain privilège, une supériorité vis-à-vis des femmes. Seules quelques femmes d'Anatolie sont connues, comme Mihri Hatun qui a vécu à Amasya. Beaucoup de berceuses, de chansons ont été composées par des femmes, mais les auteures restent inconnues. Quant à l'anthologie intitulée : « 80 poètes, 80 poèmes », une seule femme était présente sur cette liste, vous imaginez ce que ça représente.

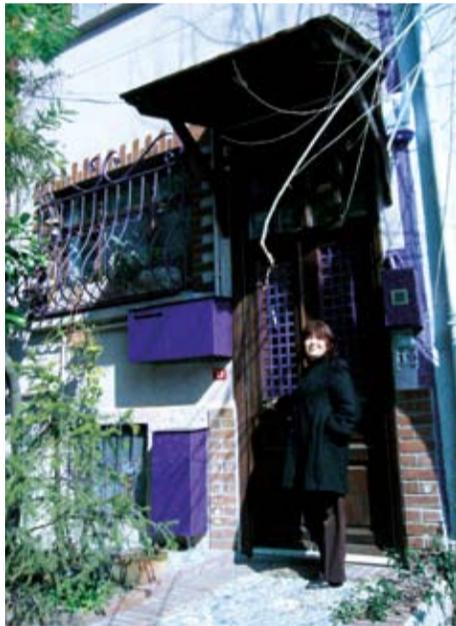
N'est-il pas difficile d'écrire pour les enfants et pour les adultes ? Comment passez-vous d'un genre d'écriture à l'autre ?

J'ai compris qu'écrire pour l'un enrichissait l'autre. Mon livre *Les jours d'Ayşe* était fini en dix ans. J'ai écrit beaucoup de livres, mais comme vous

le voyez ça prend beaucoup de temps. J'ai mis 20 ans à terminer mon anthologie, parce que j'écrivais des poèmes entretemps. J'aimerais aussi publier les poèmes que j'ai terminés en 1997. J'ai rédigé trois pièces de théâtres dont deux qui ont reçu des prix :

Le premier s'appelle *Les ciseaux ne couperont pas, les aiguilles ne coudront pas si nos mains n'étaient pas là*, une pièce qui traite des enfants ouvriers travaillant dans une usine de confection. Cette pièce a reçu le prix TOBAV et le prix de Çankaya en 1991.

L'autre s'appelle *Les femmes sur les traces de la vie*, une pièce dramatique et frappante politiquement parlant dédiée aux femmes, aux mamans cherchant leurs enfants et attendant d'avoir des nouvelles d'eux au pas de leur porte. Elle a reçu le prix Kerim Avşar en 2005 et a été présentée en 2007.



Pouvez-vous nous expliquer d'avantage la diversité culturelle qui régnait à Kuzguncuk ? Le quartier a-t-il été une source d'inspiration dans votre travail ?

Durant notre enfance, grâce à Sabiha Koşar, la directrice de notre école primaire, nous participions à beaucoup d'activités artistiques. Elle invitait des musiciens, et même des poètes. C'était une femme passionnée de culture et d'histoire, nous sommes même allés visiter la maison d'Atatürk à Yalova !

Notre directrice ainsi que tous les professeurs étaient des personnes vouées à l'art et toujours prêtes à enseigner et à partager leur passion. Baignés dans ce pluralisme culturel, nous aurions pu être séparés par la vie, l'histoire, la politique... Mais, heureusement, les camarades de cette époque sont devenus mes amis d'aujourd'hui, et ce, malgré nos différences. Cette diversité m'a fourni une vision très particulière du monde. D'ailleurs vous le ressentirez si vous lisez mes poèmes un jour. Je m'inspire très souvent de la nature, de sa beauté. J'ai appris à aimer le monde qui m'entoure, sans préjugés.

Qu'est-ce qui vous touche le plus à Kuzguncuk ?

C'est la gentillesse, l'amabilité des habitants qui me touchent le plus. Marcher dans les rues où j'ai grandi me fait du bien. C'est très important pour moi de voir que Kuzguncuk est resté intact. Sa nature, sa beauté sont restées les mêmes.

Si elle n'a pas subi de transformation, qu'en est-il de sa diversité culturelle ? Cette diversité culturelle provient tout d'abord des Espagnols juifs qui se sont installés à Kuzguncuk dans les années 1400, c'est de là que provient la rencontre en harmonie des trois religions et des trois populations différentes. Malheureusement cette diversité s'estompe avec le temps : les Grecs sont retournés en Grèce. Les Juifs sont partis en Israël. Cette diversité va donc disparaître, car les personnes âgées meurent ou déménagent. Malgré ces départs, tous les lieux religieux sont préservés et toujours ouverts à la prière.

Réalisez-vous des activités artistiques à Kuzguncuk ? Y a-t-il un centre culturel ?

Nous n'avons pas de centre culturel, les habitants se réunissent dans le café du quartier pour parler des problèmes, et Dieu sait qu'il y en a. J'organise un atelier d'histoire, d'écriture de poèmes pendant les vacances. Parfois, mes amis organisent des ateliers de musique, de céramique.

Nous remarquons l'absence de grandes chaînes de magasins, de cafés et restaurants ici. Y a-t-il une raison bien précise ? Un refus peut-être ?

Oui, les habitants ne veulent pas que ce genre de société vienne s'installer à Kuzguncuk, de peur que le quartier perde son identité. Les nouveaux habitants aiment fréquenter ces endroits-là. Peut-être les grandes enseignes ne s'implantent-elles pas ici, faute de profits possibles, mais j'espère qu'ils ne viendront jamais ici parce qu'au final, Kuzguncuk est un village et il faut le préserver.

Que signifie Kuzguncuk ?

Il y a beaucoup de légendes concernant l'origine du nom, certains disent que c'est le nom d'un oiseau ou bien qu'il provient d'un endroit appelé Kösünitsa. D'autres disent qu'un homme appelé Kuzgun Baba aurait vécu ici et c'est pour cela que Kuzguncuk s'appelle comme ça.

Lorsque Istanbul était la capitale culturelle européenne en 2010, j'avais pour idée d'écrire à propos de Kuzguncuk. C'est un projet qui me tenait à cœur et finalement les éditions Heyamola et l'agence d'Istanbul ont eu la formidable idée d'écrire sur l'histoire, l'origine de tous les quartiers d'Istanbul ainsi que ses poètes et écrivains. C'est ainsi que j'ai pu réaliser mon rêve et publier mon livre ?

Combien d'habitants y a-t-il à Kuzguncuk ?

5000, chats inclus ! (rires)

Mission de la fondation Brigitte Bardot en Turquie

Du 10 au 13 septembre, la fondation Brigitte Bardot a fait une visite en Turquie dans le cadre d'une mission d'aide aux chiens errants. En effet, la fondation de l'actrice française a décidé d'apporter une aide financière d'un montant de 30 000 euros à la fondation Miliha Yilmaz, fondée en 1997, qui s'occupe d'un refuge accueillant plus de 3500 chiens à Golbasi, près d'Ankara. Pour l'événement, les représentants de la fondation Brigitte Bardot ont rencontré le maire de Golbasi, Mr. Yakup Odabasi, le vice maire d'Ankara, Mr Necmettin Tahiroglu, ainsi que l'ambassadeur de France, Mr Laurent Bili.

Ce dernier a salué la coopération franco-turque en matière de défense des animaux. La fondation Brigitte Bardot, vieille de 25 ans déjà, a été créée par l'actrice de Et Dieu créa la femme lorsque celle-ci décida d'interrompre sa carrière cinématographique et de dédier sa vie à une cause. Dès lors, elle s'est consacrée à la sauvegarde des animaux sauvages, et surtout domestiques, un peu partout dans le monde, de l'Iran à Israël en passant par l'Inde, l'Afrique du Sud et le Mexique. Par là même elle a fait le choix de ne pas s'intéresser à la situation politique ou humaine des pays qu'elle traverse, privilégiant le bien-être des bêtes abandonnées en leur fournissant un logement, de la nourriture et des soins. C'est aujourd'hui grâce à elle que près de deux cents chiens, logeant au refuge de Golbasi, vont pouvoir avoir une niche, et ne plus être attachés avec une chaîne dans la cour.

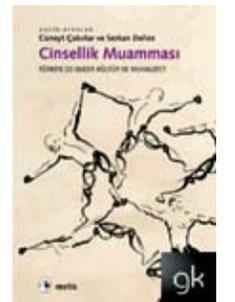


L'énigme de la sexualité : La culture et l'opposition Queer en Turquie

Qu'est-ce que la culture Queer ? Comment est-elle vécue en Turquie ? Tel est le sujet d'un livre collaboratif paru en juin 2012 aux éditions Metis . Ces textes écrits par de nombreux universitaires et penseurs turcs ont été regroupés par deux jeunes auteurs, diplômés de l'université Boğaziçi, Cüneyt Çakırlar et Serkan Delice.

Cet ouvrage a immédiatement connu un énorme succès, au point que la première édition a été épuisée et qu'il a fallu la réimprimer.

L'idée de la théorie Queer, théorie affiliée aux « études des genres », est que la détermination sexuelle n'existe pas. L'identité physique est en fait un genre social, donc une construction. Un garçon est garçon parce qu'on l'a éduqué ainsi. On lui a donné des vêtements bleus, des petites voitures, on lui a appris à être dur et à ne pas pleurer, alors que sa sœur recevait des poupées, des robes roses, apprenait à être belle et sensible...





Ertuğrul Ünlüsü

Lycée Français Saint Benoit
Professeur d'éducation physique
ertugrulunlusu@gmail.com

Les JO de Londres, et après ?



Les Jeux Olympiques de Londres 2012 c'est une ouverture éblouissante et une clôture grandiose. Que s'est-il passé entre ces deux événements? L'équipe chargée de l'organisation a travaillé dans un esprit de fraternité évident. Quoi d'autre? Il y a aussi tout le complexe sportif créé pour l'occasion : le village olympique. Jetons-y un coup d'œil.

L'idée que les Jeux Olympiques de 2004 ont plongé la Grèce dans la tourmente de la dette est largement répandue. Les coûts de l'organisation ont été à l'époque chiffrés à 3,5-4 milliards d'euro. Mais le bruit court que le coût réel dépassa les 15 milliards. De plus, le village olympique est maintenant laissé à l'abandon. Cette histoire est une leçon pour Londres. Le désastre économique des Jeux Olympiques de Montréal en 1976 a duré jusqu'au début de ce siècle; les dettes engendrées n'ont pu être entièrement remboursées qu'en l'an 2000. Là aussi il y avait une leçon à tirer pour Londres. D'un autre côté, pour les J.O. de Barcelone en 1992, la ville avait été réorganisée, les quartiers auparavant négligés avaient été remis en état. Encore une leçon. Les espaces verts créés à Sidney, le travail éducatif fait à Pékin sont des exemples pour Londres. M. Jacques Rogge, président du C.I.O. (Comité International Olympique) précise que «les Olympiades ne sont pas que du sport, c'est aussi embellir la ville, la rendre plus verte et laisser quelque chose pour l'avenir». Toutes les informations nécessaires à ce sujet et provenant des expériences précédentes ont été données à l'équipe d'organisation des J.O de Londres. Le comité olympique a envisagé les Jeux comme un héritage pour la génération suivante. Lord Sebastian Coe précisa que «pour chaque sterling dépensé, 75 pennies ont été investis pour la ville et lui seront laissés en héritage pour l'avenir». Dans les conditions actuelles, je pense qu'il n'est plus nécessaire de faire des stades de 80 000 ou 90 000 personnes. Les stades peuvent fournir un service de grande qualité à 30 000-35 000 personnes. Des wc propres, une restauration de qualité, des sièges parfaitement mis en place pour optimiser

la visibilité du terrain quel que soit le point de vue, un parking assez grand et parfaitement organisé et un stade d'accès facile pouvant être vidé rapidement semblent plus que suffisants. Le stade olympique de Londres, quant à lui, a été créé pour recevoir 80 000 personnes. Cependant, après la fin des Jeux, sa capacité sera réduite à 25 000. Voici une façon de penser juste et objective. Le président du comité olympique anglais et les responsables ont choisi pour le village olympique le nord de Londres, car c'était la partie la moins développée et la plus défavorisée de la ville, le niveau d'éducation y étant faible. Si les Jeux Olympiques doivent être synonymes de développement, le choix devait se faire en faveur de cette partie de la ville.

Lors des préparations, le comité olympique a fait très attention à deux points bien précis:

1. Les compétitions olympiques devraient se dérouler en utilisant les technologies de pointe afin de ne laisser place à aucune plainte quant aux annonces de résultats.

2. Après les Jeux, la région devrait être remise à ses anciens propriétaires, avec tout l'apport des Jeux.

Nous avons tous pu être témoins de la réalisation du premier point, en direct à la télévision ou sur place pour les plus chanceux. J'utiliserai le même terme qu'en début d'article : le résultat fut grandiose. Pour le deuxième point nous ne pouvons encore rien dire. J'espère pouvoir le voir de mes propres yeux lors d'un futur voyage à Londres. Mais les responsables anglais et le président du comité olympique ont tous promis sa réalisation. Je pense qu'on verra cela dans très peu de temps. La crise économique qui a débuté en septembre 2008 et qui s'est ensuite propagée en Europe a d'abord frappé l'Irlande. Après l'Irlande c'est la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne et l'Islande qui ont été gravement atteints. Les spécialistes pointent la lutte dans la parité euro-dollar comme une des causes de la crise en Europe.

Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet
www.aujourdhuilaturquie.com

Le Seigneur des lignes



Muzaffer Ayhan Kara

Sa passion pour le football lui venait de ses frères. Il avait été sélectionné 37 fois, la plupart pour l'équipe nationale, où il a gravité les échelons. Après des années passées à Istanbul en amateur, il fut transféré à Altay, puis à PTT et est devenu professionnel. Il prit ensuite la route de Galatasaray y devenant un des meilleurs ailiers turcs. La Turquie n'avait jamais vu un joueur de ligne comme lui jusque-là. Il était rapide autant que technique. Sa position d'origine était à droite, mais parfois il passait de l'autre côté prenant position à gauche. Cependant il n'avait jamais voulu devenir meneur de jeu. Il justifiait cette attitude en disant "préférer jouer sur les côtés pour être plus proche du public". Pendant qu'il gravissait les marches de la gloire avec ses performances accomplies sous le maillot jaune-rouge qu'il a porté pendant les années 1970-76 remportant avec cette équipe renommée le championnat trois fois coup sur coup, on a pu voir son côté militant apparaître peu à peu. Il a gravé son nom dans l'histoire du football turc parce qu'il était le premier à avoir joué dans un des trois grands clubs turcs tout en protestant contre l'ordre établi, n'hésitant pas non plus à aller à une grève pour manifester avec ses amis militants.

Son attitude proche des mouvements de gauche à l'origine de son exclusion du club de Galatasaray, l'a amené vers une autre équipe jaune et rouge : Kayserispor, pour ses trois dernières saisons. A la retraite en tant que joueur il est devenu entraîneur pour quelques clubs amateurs et professionnels, prenant part aux associations sportives, à la rédaction d'articles pour des magazines de sport... Finalement il a donné son coup mortel et a fini par créer Spor -Emek Sen.

Il a été le précurseur des organisations syndicales protégeant l'espace sportif turc et a lutté contre la mainmise des grands capitaux dans le milieu de sport. Des années durant, il a pris position contre la dégradation de l'esprit du football et le despotisme que la mafia exerce sur ce sport, et c'est aussi lui qui a lancé le slogan « la fraternité des couleurs » contre l'agressivité des supporters.

Il aurait pu devenir, s'il l'avait voulu, une étoile du football turc et faire réaliser son buste à Galatasaray avec qui il a gagné le championnat par trois fois. Seulement, le Seigneur des lignes a ignoré les aparats du monde de football. Il a creusé sous les paillettes et cherché la vérité. Il aimait profondément le football sur le terrain, mais pas celui des gros sous. C'est pourquoi il a fini par tourner le dos au football qui, selon lui, était et est toujours en train de s'industrialiser. Il n'avait jamais aimé non plus la marchandisation du sport. Dans un des derniers

reportages le concernant il avait parlé honnêtement, franchement, mais aussi avec colère, nommant expressément les fléaux qui s'étaient abattus sur le football turc : « La politique, la mafia, les paris, le chiqué et le dopage sont tout ce qui détermine aujourd'hui quelle équipe ira au sommet ».

D'un autre côté il était Kurt le Solitaire. Kesmeşeker avait écrit une chanson, inachevée, sur lui, « La Solitude de Metin Kurt ». Celle-ci disait « Tu ne t'es jamais soumis à quelqu'un / Tu étais quelqu'un de mauvais / Toutes les choses que tu ne crois pas sont sur le banc de touche / Une dernière danse avant que les bandits ne meurent / Qu'est-ce que tu dis ? »

Vecdi Çiracıoğlu l'a aussi mentionné dans son livre « Gladyatör ». Heureusement que cette chanson et ce livre sont sortis quand « l'Ailier Gauche » était encore en vie. Pour combien de footballeurs pourrait-on écrire de tels livres, pour combien d'entre eux pourrait-on composer de telles chansons ?

Des fois je le croisais sur la route à Kadıköy, parfois au centre culturel de Nazım Hikmet. Après la première cérémonie réalisée en cet endroit, nous sommes allés à la cérémonie qui a eu lieu à la mosquée, avec les jeunes de TKP, dont il faisait partie. Avec eux, nous avons parlé de lui, sur la route. Nous nous sommes retrouvés à Ataşehir avec Metin Ülgen qui est venu pour lui dire au revoir pour son dernier voyage. Umut Oran, qui est

actuellement le vice-président de CHP ainsi que le député d'Istanbul, était également présent. Imaginez tout ce dont nous avons parlé au sujet de Kurt ; le directeur technique, son homonyme ; le capitaine de l'équipe et Oran ; le gardien... Parmi la foule présente, je mentionnerai aussi Ogün Altıparmak et Rıdvan Dilmen de Fenerbahçe, Lütfi Isıgözü de Beşiktaş, ceux qui ont fait la grève avec lui quand ils étaient à Galatasaray : Gökmen Özdenak et Bülent Ünder, Büyük Mehmet, Cüneyt Tanman, Mu-

zaffer Sipahi, Mehmet Özgül (Çilli)... Mais par contre je ne vois ni le président de la Fédération de Turquie de football (TFF) ni le président de Galatasaray! Heureusement, voir beaucoup de directeurs techniques, y compris Metin Türel, Yılmaz Gökdil, Adnan Dinçer et Metin Erkasap et plusieurs anciens footballeurs dans la cour de la mosquée devenue jardin de fleurs me soulage. Pour finir je vois Tek Yumruk (Galatasaray), Sol Açık de Fenerbahçe avec Beleştepe de Beşiktaş. Etant un supporter de Beşiktaş, mes yeux ont cherché Çarşı, en vain. J'étais déçu.

On peut facilement écrire le nom de notre ailier gauche préféré, en lettres d'or, à côté de celui de son confrère français Cantona, et du Brésilien Sokrates.

On ne met pas de point pour l'instant mais, on met un point-virgule car son absence reste douloureuse. Comme dit la chanson qui a été écrite pour lui et qui ne va jamais finir, « On est seul comme Metin Kurt dans la surface de réparation ».

* Muzaffer Ayhan Kara
Traduit par Öykü Aytacıoğlu



Metin Kurt

Mardin, ou le labyrinthe de l'humanité



Mardin émerge des terres mésopotamiennes telle une fleur au milieu du désert. Trônant sur le versant méridional d'une montagne de 1 200 mètres d'altitude, la vieille ville s'élanche tête baissée dans l'immensité trouble de la haute Mésopotamie. A la fois bienveillant et agressif, le soleil s'y promène du matin au soir : il décape de ses intenses rayons les murs de pierres, les places publiques et les cours intérieures. La relation entre la citadelle et l'astre de lumière a toujours été cultivée par ses habitants. Un quartier de la ville portait au XVI^{ème} siècle le nom de « Shamsiyé », issu du mot arabe « shams », le soleil. Un paganisme local d'adoration du soleil s'est alors perpétué jusqu'au XIX^{ème} siècle. La ville est ceinturée d'étroites ruelles que l'on redoute d'arpenter. Avec une inclinaison de 45 degrés, certaines d'entre elles forment une véritable mer d'escaliers. L'inaccessibilité de la bastide lui a notamment valu le surnom de « briseuse d'armées ». Vue de loin, la cité s'apparente à une forteresse médiévale abandonnée. Mehmet, tenancier d'une bijouterie d'argenteries traditionnelles, la qualifie encore à ce titre de « cimetière ensoleillé ». Il n'en est rien cependant. Mardin n'est autre que le cœur de la Mésopotamie, la cité vivante des civilisations. Bien loin des sentiers battus, à une trentaine de kilomètres de la frontière syrienne, ce point de convergence entre Orient et Occident participe d'un enchevêtrement harmonieux et productif de cultures et de peuples.



La ville de tous les martyrs

A l'instar des parfums d'épices qui s'entrechoquent dans le dédale de venelles du bazar central, et de l'odeur du poisson séché qui se mêle à celles des pois chiches grillés, du cumin et du safran, les langues et les religions cohabitent volontiers. L'histoire de la fondation de Mardin mêle faits et légendes. L'une d'entre elles raconte qu'un prince perse du nom de Mardin aurait miraculeusement guéri à l'endroit où la citadel-

le se dresse. Une autre attribue l'origine du nom de la ville à la fille de Mara, prêtre zoroastrien. Sercan, Assyro-Chaldéen qui tient dans la rue principale un modeste commerce de vin local, défend quant à lui que « mardin » signifie en Syriac « forteresse ». Ce n'est pas tout. « Mardik » désigne en Arménien un rebelle ou un martyr. Or c'est apparemment lorsque des combattants arméniens se réfugièrent à Mardin en l'an 351, que le lieu reçut son nom - Arméniens qui furent également chassés bien plus tard par les événements de 1915. La ville aurait donc toujours constitué un lieu de refuge comme de persécution pour des personnes de toutes origines et de toutes croyances. Historiquement à majorité arabe, assyro-chaldéenne et arménienne, récemment repeuplée de Turcs et de Kurdes, on y parle quotidiennement quatre ou cinq langues. L'Histoire a fait de Mardin le théâtre d'une rencontre entre des peuples sémites venus du sud, et d'autres venus de partout ailleurs. Assyriens et Araméens y ont d'abord rencontré les Parthes, puis les Perses sassanides venus d'Orient, les Romains venus d'Occident, les Arméniens descendus du nord, sans oublier les Arabes arrivés du sud, ainsi que les Turcs et les Kurdes, également venus de l'est. A partir du XI^{ème} siècle, Mardin devint donc l'un des rares endroits de la région où se côtoyaient les trois groupes linguistiques : altaïque, indoeuropéen et sémitique. C'est toujours le cas aujourd'hui. En arpentant le labyrinthe que forment les ruelles de la ville, on y discerne en majorité la langue kurde, mais aussi aisément turque, arabe et syriac. Cette mosaïque de Mardin, que la Turquie entend aujourd'hui promouvoir après l'avoir trop longtemps niée, c'est tout cela à la fois. Une grande et chaleureuse famille, qui accueille bras ouverts les visiteurs épuisés par la rude ascension du mont, en lui offrant le traditionnel thé turc ou le vin local assyrien.

Désordre aménagé

Mardin se trouve à l'intersection de ce qui fut la Route de la Soie et de l'axe nord-sud traversant le plateau de Diyarbakir. Elle bénéficiait ainsi d'une place privilégiée, au centre d'un trafic caravanier intense. La ville comme la région, longtemps délaissées par les derniers gouvernements, retrouvent à présent une dynamique activité économique. Selon Firat, bénévole à la Maison de la Jeunesse de Mardin, « en l'espace de dix ans, la ville s'est incroyablement modernisée. Le gouvernement a pris conscience du potentiel économique et touristique de la région, il finance en partie nos travaux d'améli-

ration des infrastructures et de développement culturel ». Evidemment, le soutien dispensé par les politiques nationales demeure insuffisant - les autorités locales font donc nécessairement preuve de beaucoup d'autonomie. L'atmosphère de la cité est bercée par les chocs répétés des marteaux, et le bourdonnement des tours des nombreux artisans qui travaillent le cuivre. Au creux d'une ruelle qui mène à la Grande Mosquée d'Ulu Cami, on construit une imposante canalisation qui irriguera directement en eau les flans les plus élevés de la citadelle. Le va-et-vient nonchalant des ânes porteurs, les flâneries d'enfants à la sortie des écoles, l'impatiente colère des imprudents chauffeurs de dolmuş (taxi collectif), les salons de thés perchés sur les terrasses qui surplombent la coulée de maisons de pierres où les épices sèchent en plein air... Tout le charme de Mardin est fort de ce désordre coloré. Au coucher du soleil, Mardin s'apparente à la couronne de la Mésopotamie. Taquinant les étoiles, les clochers des onze églises conversent harmonieusement avec les minarets des neuf mosquées de la ville. La nuit, suspendue dans le vide, la vieille citadelle semble davantage appartenir au ciel qu'à la terre.



Le Monastère Deyrulzafaran

A 5 km au sud-est du centre ville, au beau milieu de la plaine mésopotamienne, se dresse l'impressionnant Monastère Deyrul Zafaran. Fondé en 493, l'abbatiale tient son nom des plantes de safran qui l'entourent et de la couleur jaunâtre des pierres qui la soutiennent. Elle fut la résidence des patriarches syriaques orthodoxes de 1293 à 1923. Après la proclamation de la République turque à cette date, le patriarche se rendit en Syrie - le siège du patriarcat syriac orthodoxe se trouve à Damas depuis 1959. La communauté assyrienne de Turquie est aujourd'hui très réduite. A Mardin, on dénombre environ 80 familles syriaques, 400 à Midyat et 3000 dans toute la Mésopotamie. Une tendance récente verrait revenir de Syrie certaines familles, mais l'impact sur la communauté assyrienne de Tur Abdin n'est pas encore palpable.

Le cloître recèle plus d'un trésor : des reliques datant du cinquième siècle de notre ère, les tombes des patriarches défunts de l'Eglise, la première imprimerie de Mésopotamie importée par les Anglais en 1874... Derrière une vitre, on peut également admirer l'œuvre de Lukas, guide touristique du monastère : réalisée avec plus de 100 000 allumettes, une grande maquette du monument a nécessité trois ans de minutieux travail.

L'accueil que réservent les habitants du monastère aux visiteurs est particulièrement chaleureux. 19 enfants, le patriarche, et quelques hommes et femmes partagent volontiers leur déjeuner avec les pèlerins.

* Textes et photos de Laura Akhoun





Meilleure compagnie
aérienne d'Europe

Globalfly Yours

TURKISH
AIRLINES 



Coucou la France!
**Partons à la découverte
d'Istanbul!**

De Paris vers Istanbul
A partir de:

179
EUROS TTC*

Au Départ de Nice, Lyon et
Toulouse vers Istanbul
A partir de:

149
EUROS TTC*

A STAR ALLIANCE MEMBER 

Wingo

Période d'émissions des billets: du 15 septembre jusqu' au 07 octobre 2012.
Période de voyages: du 1er novembre 2012 au 31 mars 2013.

Où que vous alliez c'est simple avec Wingo !



/wingotweets



/wingopins

turkishairlines.com/wingo

*Tarif Aller-retour.

Tarif disponible sur notre site internet www.turkishairlines.com

Toutes taxes comprises. Frais de dossier internet inclus.

Frais de dossier en sus en cas d'achat en agence Turkish Airlines.

Pour plus d'informations complémentaires, visitez notre site internet ou appelez le 0 825 800 902